

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XI LEGISLATURA —

N. 1209

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri

(COLOMBO)

di concerto con il Ministro delle finanze

(GORIA)

con il Ministro del tesoro

(BARUCCI)

con il Ministro dei trasporti e, *ad interim*, della marina mercantile

(TESINI)

con il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato

(GUARINO)

con il Ministro della sanità

(DE LORENZO)

e con il Ministro dell'ambiente

(RIPA DI MEANA)

(V. Stampato Camera n. 2009)

approvato dalla Camera dei deputati il 27 aprile 1993

Trasmesso dalla Camera dei deputati alla Presidenza il 29 aprile 1993

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul controllo dei movimenti transfrontalieri di scorie tossiche e della loro eliminazione, con annessi, relativo atto finale e risoluzioni, fatta a Basilea il 22 marzo 1989

INDICE

Disegno di legge	<i>Pag.</i>	3
Convenzione, annessi, atto finale e risoluzioni	»	5
Traduzione non ufficiale	»	58

DISEGNO DI LEGGE
—

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sul controllo dei movimenti transfrontalieri di scorie tossiche e della loro eliminazione, con annessi, relativo atto finale e risoluzioni, fatta a Basilea il 22 marzo 1989.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 25 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 178 milioni annue a decorrere dall'anno 1993, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1993-1995, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1993, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento riguardante il Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

CONVENTION DE BALE
SUR LE CONTROLE DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIERES
DE DECHETS DANGEREUX ET DE LEUR ELIMINATION

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

PREAMBULE

Les Parties à la présente Convention,

Conscientes des dommages que les déchets dangereux et d'autres déchets ainsi que les mouvements transfrontières de ces déchets risquent de causer à la santé humaine et à l'environnement,

Ayant présente à l'esprit la menace croissante que représentent pour la santé humaine et l'environnement la complexité grandissante et le développement de la production de déchets dangereux et d'autres déchets et leurs mouvements transfrontières,

Ayant également présent à l'esprit le fait que la manière la plus efficace de protéger la santé humaine et l'environnement des dangers que représentent ces déchets consiste à réduire leur production au minimum du point de vue de la quantité et/ou du danger potentiel,

Convaincues que les Etats devraient prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets, y compris leurs mouvements transfrontières et leur élimination, soit compatible avec la protection de la santé humaine et de l'environnement, quel que soit le lieu où ces déchets sont éliminés,

Notant que les Etats devraient veiller à ce que le producteur s'acquitte des obligations ayant trait au transport et à l'élimination des déchets dangereux et d'autres déchets d'une manière qui soit compatible avec la protection de l'environnement, quel que soit le lieu où ils sont éliminés,

Reconnaissant pleinement que tout Etat possède le droit souverain d'interdire l'entrée ou l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets d'origine étrangère sur son territoire,

Reconnaissant également le sentiment croissant favorable à l'interdiction des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination dans d'autres Etats, en particulier dans les pays en développement.

Convaincues que les déchets dangereux et d'autres déchets devraient, dans toute la mesure où cela est compatible avec une gestion écologiquement rationnelle et efficace, être éliminés dans l'Etat où ils ont été produits,

Conscientes également que les mouvements transfrontières de ces déchets de l'Etat de leur production vers tout autre Etat ne devraient être autorisés que lorsqu'ils sont réalisés dans des conditions ne présentant aucun danger pour la santé humaine et l'environnement et conformes aux dispositions de la présente Convention,

Considérant que le contrôle accru des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets encouragera une gestion écologiquement rationnelle de ces déchets et une réduction du volume des mouvements transfrontières correspondants,

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Convaincues que les Etats devraient prendre des mesures pour assurer un échange approprié d'informations et un contrôle effectif des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets en provenance et à destination de ces Etats,

Notant qu'un certain nombre d'accords internationaux et régionaux ont porté sur la question de la protection et de la préservation de l'environnement lorsqu'il y a transit de marchandises dangereuses.

Tenant compte de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972), des Lignes directrices et Principes du Caire concernant la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux, adoptés par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) par sa décision 14/30 du 17 juin 1987, des recommandations du Comité d'experts des Nations Unies en matière de transport des marchandises dangereuses (formulées en 1957 et mises à jour tous les deux ans), des recommandations, déclarations, instruments et règlements pertinents adoptés dans le cadre du système des Nations Unies ainsi que des travaux et études effectués par d'autres organisations internationales et régionales.

Conscientes de l'esprit, des principes, des buts et des fonctions de la Charte mondiale de la nature adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa trente-septième session (1982) en tant que règle d'éthique concernant la protection de l'environnement humain et la conservation des ressources naturelles,

Affirmant que les Etats sont tenus de s'acquitter de leurs obligations internationales concernant la protection de la santé humaine ainsi que la protection et la sauvegarde de l'environnement et sont responsables à cet égard conformément au droit international,

Reconnaissant que, dans le cas d'une violation substantielle des dispositions de la présent Convention ou de tout protocole y relatif, les dispositions pertinentes du droit international des traités s'appliqueront.

Conscientes que la nécessité de continuer à mettre au point et à appliquer des techniques peu polluantes et écologiquement rationnelles, des mesures de recyclage et des systèmes appropriés de maintenance et de gestion en vue de réduire au minimum la production de déchets dangereux et d'autres déchets,

Conscientes également du fait que la communauté internationale est de plus en plus préoccupée par la nécessité de contrôler rigoureusement les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets et par la nécessité de réduire dans la mesure du possible ces mouvements au minimum,

Préoccupées par le problème du trafic transfrontière illicite de déchets dangereux, et d'autres déchets

Tenant compte aussi de ce que les pays en développement n'ont que des capacités limitées de gestion des déchets dangereux et d'autres déchets,

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Reconnaissant qu'il est nécessaire de promouvoir le transfert, surtout vers les pays en développement, de techniques destinées à assurer une gestion rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets produits localement, dans l'esprit des Lignes directrices du Caire et de la décision 14/16 du Conseil d'administration du PNUE sur la promotion du transfert des techniques de protection de l'environnement,

Reconnaissant également que les déchets dangereux et d'autres déchets devraient être transportés conformément aux conventions et recommandations internationales pertinentes,

Convaincues également que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets ne devraient être autorisés que si le transport et l'élimination finale de ces déchets sont écologiquement rationnels,

Déterminées à protéger par un contrôle strict la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs qui peuvent résulter de la production et de la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article premier

Champ d'application de la Convention

1. Les déchets ci-après, qui font l'objet de mouvements transfrontières, seront considérés comme des "déchets dangereux" aux fins de la présente Convention:

a) Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe I, à moins qu'ils ne possèdent aucune des caractéristiques indiquées à l'annexe III; et

b) Les déchets auxquels les dispositions de l'alinéa a) ne s'appliquent pas, mais qui sont définis ou considérés comme dangereux par la législation interne de la Partie d'exportation, d'importation ou de transit.

2. Les déchets qui appartiennent à l'une des catégories figurant à l'annexe II et font l'objet de mouvements transfrontières seront considérés comme "d'autres déchets" aux fins de la présente Convention.

3. Les déchets qui, en raison de leur radioactivité, sont soumis à d'autres systèmes de contrôle internationaux, y compris des instruments internationaux, s'appliquant spécifiquement aux matières radioactives sont exclus du champ d'application de la présente Convention.

4. Les déchets provenant de l'exploitation normale d'un navire et dont le rejet fait l'objet d'un autre instrument international sont exclus du champ d'application de la présente Convention.

Article 2Définitions

Aux fins de la présente Convention:

1. On entend par "déchets" des substances ou objets qu'on élimine, qu'on a l'intention d'éliminer ou qu'on est tenu d'éliminer en vertu des dispositions du droit national;
2. On entend par "gestion" la collecte, le transport et l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets, y compris la surveillance des sites d'élimination;
3. On entend par "mouvement transfrontière" tout mouvement de déchets dangereux ou d'autres déchets en provenance d'une zone relevant de la compétence nationale d'un Etat et à destination d'une zone relevant de la compétence nationale d'un autre Etat, ou en transit par cette zone, ou d'une zone ne relevant de la compétence nationale d'aucun Etat, ou en transit par cette zone, pour autant que deux Etats au moins soient concernés par le mouvement;
4. On entend par "élimination" toute opération prévue à l'annexe IV de la présente Convention;
5. On entend par "site ou installation agréé" un site ou une installation où l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets a lieu en vertu d'une autorisation ou d'un permis d'exploitation délivré par une autorité compétente de l'Etat où le site ou l'installation se trouve;
6. On entend par "autorité compétente" l'autorité gouvernementale désignée par une Partie pour recevoir, dans la zone géographique que la Partie peut déterminer, la notification d'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets ainsi que tous les renseignements qui s'y rapportent et pour prendre position au sujet de cette notification comme le prévoit l'article 6;
7. On entend par "correspondant" l'organisme d'une Partie mentionné à l'article 5 et chargé de recevoir et de communiquer les renseignements prévus aux articles 13 et 16;
8. On entend par "gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux ou d'autres déchets" toutes mesures pratiques permettant d'assurer que les déchets dangereux ou d'autres déchets sont gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets;
9. On entend par "zone relevant de la compétence nationale d'un Etat" toute zone terrestre, maritime ou aérienne à l'intérieur de laquelle un Etat exerce conformément au droit international des compétences administratives et réglementaires en matière de protection de la santé humaine ou de l'environnement;

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

10. On entend par "Etat d'exportation" toute Partie d'où est prévu le déclenchement ou où est déclenché un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets;
11. On entend par "Etat d'importation" toute Partie vers laquelle est prévu ou a lieu un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets pour qu'ils y soient éliminés ou aux fins de chargement avant élimination dans une zone qui ne relève de la compétence nationale d'aucun Etat;
12. On entend par "Etat de transit" tout Etat, autre que l'Etat d'exportation ou d'importation, à travers lequel un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est prévu ou a lieu;
13. On entend par "Etats concernés" les Parties qui sont Etats d'exportation ou d'importation et les Etats de transit, qu'ils soient ou non Parties;
14. On entend par "personne" toute personne physique ou morale;
15. On entend par "exportateur" toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'exportation et qui procède à l'exportation de déchets dangereux ou d'autres déchets;
16. On entend par "importateur" toute personne qui relève de la juridiction de l'Etat d'importation et qui procède à l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets;
17. On entend par "transporteur" toute personne qui transporte des déchets dangereux ou d'autres déchets;
18. On entend par "producteur" toute personne dont l'activité produit des déchets dangereux ou d'autres déchets ou, si cette personne est inconnue, la personne qui est en possession de ces déchets et/ou qui les contrôle;
19. On entend par "éliminateur" toute personne à qui sont expédiés des déchets dangereux ou d'autres déchets et qui effectue l'élimination desdits déchets;
20. On entend par "organisation d'intégration politique ou économique" toute organisation constituée d'Etats souverains à laquelle les Etats membres ont donné compétence dans les domaines régis par la présente Convention et qui a été dûment autorisée, selon ses procédures internes, à signer, ratifier, accepter, approuver ou confirmer formellement la Convention ou à y adhérer;
21. On entend par "trafic illicite" tout mouvement de déchets dangereux ou d'autres déchets tel que précisé dans l'article 9.

Article 3Définitions nationales des déchets dangereux

1. Chacune des Parties informe le secrétariat de la Convention, dans un délai de six mois après être devenue Partie à la Convention, des déchets, autres que ceux indiqués dans les annexes I et II, qui sont considérés ou

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

définis comme dangereux par sa législation nationale, ainsi que de toute autre disposition concernant les procédures en matière de mouvement transfrontière applicables à ces déchets;

2. Chacune des Parties informe par la suite le secrétariat de toute modification importante aux renseignements communiqués par elle en application du paragraphe 1;

3. Le secrétariat informe immédiatement toutes les Parties des renseignements qu'il a reçus en application des paragraphes 1 et 2;

4. Les Parties sont tenues de mettre à la disposition de leurs exportateurs les renseignements qui leur sont communiqués par le secrétariat en application du paragraphe 3.

Article 4

Obligations générales

1. a) Les Parties exerçant leur droit d'interdire l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets en vue de leur élimination en informent les autres Parties conformément aux dispositions de l'article 13;

b) Les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets dans les Parties qui ont interdit l'importation de tels déchets, lorsque cette interdiction a été notifiée conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus;

c) Les Parties interdisent ou ne permettent pas l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets si l'Etat d'importation ne donne pas par écrit son accord spécifique pour l'importation de ces déchets, dans le cas où cet Etat d'importation n'a pas interdit l'importation de ces déchets;

2. Chaque Partie prend les dispositions voulues pour:

a) Veiller à ce que la production de déchets dangereux et d'autres déchets à l'intérieur du pays soit réduite au minimum, compte tenu des considérations sociales, techniques et économiques;

b) Assurer la mise en place d'installations adéquates d'élimination, qui devront, dans la mesure du possible, être situées à l'intérieur du pays, en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets en quelque lieu qu'ils soient éliminés;

c) Veiller à ce que les personnes qui s'occupent de la gestion des déchets dangereux ou d'autres déchets à l'intérieur du pays prennent les mesures nécessaires pour prévenir la pollution résultant de cette gestion et, si une telle pollution se produit, pour en réduire au minimum les conséquences pour la santé humaine et l'environnement;

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

d) Veiller à ce que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets soient réduits à un minimum compatible avec une gestion efficace et écologiquement rationnelle desdits déchets et qu'ils s'effectuent de manière à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs qui pourraient en résulter;

e) Interdire les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets à destination des Etats ou groupes d'Etats appartenant à des organisations d'intégration politique ou économique qui sont Parties, particulièrement les pays en développement, qui ont interdit par leur législation toute importation, ou si elle a des raisons de croire que les déchets en question n'y seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles telles que définies par les critères que retiendront les Parties à leur première réunion;

f) Exiger que les renseignements sur les mouvements transfrontières proposés de déchets dangereux et d'autres déchets soient communiqués aux Etats concernés, conformément à l'annexe V-A, pour qu'ils puissent évaluer les conséquences pour la santé humaine et l'environnement des mouvements envisagés;

g) Empêcher les importations de déchets dangereux et d'autres déchets si elle a des raisons de croire que les déchets en question ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles;

h) Coopérer avec les autres Parties et les autres organisations intéressées, directement et par l'intermédiaire du secrétariat, à des activités portant notamment sur la diffusion de renseignements sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets, afin d'améliorer la gestion écologiquement rationnelle desdits déchets et d'empêcher le trafic illicite;

3. Les Parties considèrent que le trafic illicite de déchets dangereux ou d'autres déchets constitue une infraction pénale.

4. Chaque Partie prend les mesures juridiques, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en oeuvre et faire respecter les dispositions de la présente Convention, y compris les mesures voulues pour prévenir et réprimer tout comportement en contravention de la Convention.

5. Les Parties n'autorisent pas les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets vers un Etat non Partie ou l'importation de tels déchets en provenance d'un Etat non Partie.

6. Les Parties conviennent d'interdire l'exportation de déchets dangereux ou d'autres déchets en vue de leur élimination dans la zone située au sud du soixantième parallèle de l'hémisphère Sud, que ces déchets fassent ou non l'objet d'un mouvement transfrontière.

7. En outre, chaque Partie:

a) Interdit à toute personne relevant de sa compétence nationale de transporter ou d'éliminer des déchets dangereux ou d'autres déchets, à moins que la personne en question ne soit autorisée ou habilitée à procéder à ce type d'opération;

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) Exige que les déchets dangereux et d'autres déchets qui doivent faire l'objet d'un mouvement transfrontière soient emballés, étiquetés et transportés conformément aux règles et normes internationales généralement acceptées et reconnues en matière d'emballage, d'étiquetage et de transport, et qu'il soit dûment tenu compte des pratiques internationalement admises en la matière;

c) Exige que les déchets dangereux et d'autres déchets soient accompagnés d'un document de mouvement depuis le lieu d'origine du mouvement jusqu'au lieu d'élimination.

8. Chaque Partie exige que les déchets dangereux ou d'autres déchets dont l'exportation est prévue soient gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles dans l'Etat d'importation ou ailleurs. A leur première réunion, les Parties arrêteront des directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets entrant dans le cadre de la présente Convention.

9. Les Parties prennent les mesures requises pour que les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets ne soient autorisés que:

a) Si l'Etat d'exportation ne dispose pas des moyens techniques et des installations nécessaires ou des sites d'élimination voulus pour éliminer les déchets en question selon des méthodes écologiquement rationnelles et efficaces; ou

b) Si les déchets en question constituent une matière brute nécessaire pour les industries de recyclage ou de récupération de l'Etat d'importation; ou

c) Si le mouvement transfrontière en question est conforme à d'autres critères qui seront fixés par les Parties pour autant que ceux-ci ne soient pas en contradiction avec les objectifs de la présente Convention.

10. L'obligation, aux termes de la présente Convention, des Etats producteurs de déchets dangereux et d'autres déchets d'exiger que les déchets soient traités selon des méthodes écologiquement rationnelles ne peut en aucun cas être transférée à l'Etat d'importation ou de transit.

11. Rien dans la présente Convention n'empêche une Partie d'imposer, pour mieux protéger la santé humaine et l'environnement, des conditions supplémentaires qui soient compatibles avec les dispositions de la présente Convention et conformes aux règles du droit international.

12. Aucune disposition de la présente Convention ne portera atteinte de quelque façon que ce soit à la souveraineté des Etats sur leurs eaux territoriales établie conformément au droit international, ni aux droits souverains et à la juridiction qu'exercent les Etats dans leur zone économique exclusive et sur leur plateau continental conformément au droit international, ni à l'exercice par les navires et les aéronefs de tous les Etats des droits et de la liberté de navigation tels qu'ils sont régis par le droit international et qu'ils ressortent des instruments internationaux pertinents.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

13. Les Parties s'engagent à examiner périodiquement les possibilités de réduire le volume et/ou le potentiel de pollution des déchets dangereux et d'autres déchets qui sont exportés vers d'autres Etats, en particulier vers les pays en développement.

Article 5

Désignation des autorités compétentes et du correspondant

Pour faciliter l'application de la présente Convention, les Parties:

1. Désignent ou créent une ou plusieurs autorités compétentes et un correspondant. Une autorité compétente est désignée pour recevoir les notifications dans le cas d'un Etat de transit.
2. Informent le Secrétariat, dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention à leur égard, des organes qu'elles ont désignés comme correspondant et autorités compétentes.
3. Informent le Secrétariat de toute modification apportée aux désignations qu'elles ont faites en application du paragraphe 2 ci-dessus, dans un délai d'un mois à compter de la date où la modification a été décidée.

Article 6

Mouvements transfrontières entre Parties

1. L'Etat d'exportation informe par écrit, par l'intermédiaire de l'autorité compétente de l'Etat d'exportation, l'autorité compétente des Etats concernés de tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets envisagé, ou exige du producteur ou de l'exportateur qu'il le fasse. Ces notifications doivent contenir les déclarations et renseignements spécifiés à l'annexe V-A, rédigés dans une langue acceptable pour l'Etat d'importation. Une seule notification est envoyée à chacun des Etats concernés.
2. L'Etat d'importation accuse par écrit réception de la notification à celui qui l'a donnée en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement, ou en demandant un complément d'information. Une copie de la réponse définitive de l'Etat d'importation est envoyée aux autorités compétentes des Etats concernés qui sont Parties.
3. L'Etat d'exportation n'autorise pas le producteur ou l'exportateur à déclencher le mouvement transfrontière avant d'avoir reçu confirmation écrite que :
 - a) L'auteur de la notification a reçu le consentement écrit de l'Etat d'importation; et que

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) L'auteur de la notification a reçu de l'Etat d'importation confirmation de l'existence d'un contrat entre l'exportateur et l'éliminateur spécifiant une gestion écologiquement rationnelle des déchets considérés.

4. Chaque Etat de transit qui est Partie accuse sans délai réception de la notification à celui qui l'a donnée. Il peut ultérieurement prendre position par réponse écrite à l'auteur de la notification dans un délai de 60 jours en consentant au mouvement avec ou sans réserve, ou en refusant l'autorisation de procéder au mouvement, ou en demandant un complément d'information. L'Etat d'exportation n'autorise pas le déclenchement du mouvement transfrontière avant d'avoir reçu le consentement écrit de l'Etat de transit. Cependant, si, à quelque moment que ce soit, une Partie décide de ne pas demander un accord préalable écrit, en général ou dans des conditions particulières, pour ce qui concerne des mouvements transfrontières de transit de déchets dangereux ou d'autres déchets, ou si elle modifie ses exigences à cet égard, elle informe immédiatement les autres Parties de sa décision conformément aux dispositions de l'article 13. Dans ce dernier cas, si l'Etat d'exportation ne reçoit aucune réponse dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la notification donnée par l'Etat de transit, l'Etat d'exportation peut permettre que cette exportation se fasse à travers l'Etat de transit.

5. Lorsque, dans un mouvement transfrontière de déchets, ces déchets ne sont juridiquement définis ou considérés comme dangereux que:

a) Par l'Etat d'exportation, les dispositions du paragraphe 9 du présent article qui s'appliquent à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'Etat d'importation s'appliqueront mutatis mutandis à l'exportateur et à l'Etat d'exportation, respectivement;

b) Par l'Etat d'importation ou par les Etats d'importation et de transit qui sont Parties, les dispositions des paragraphes 1, 3, 4 et 6 du présent article qui s'appliquent à l'exportateur et à l'Etat d'exportation s'appliqueront mutatis mutandis à l'importateur ou à l'éliminateur et à l'Etat d'importation, respectivement;

c) Pour tout Etat de transit qui est Partie, les dispositions du paragraphe 4 s'appliqueront audit Etat.

6. L'Etat d'exportation peut, sous réserve du consentement écrit des Etats concernés, autoriser le producteur ou l'exportateur à utiliser une procédure de notification générale lorsque des déchets dangereux ou d'autres déchets ayant les mêmes caractéristiques physiques et chimiques sont régulièrement expédiés au même éliminateur par le même poste douanier de sortie de l'Etat d'exportation, le même poste douanier d'entrée du pays d'importation et, en cas de transit, par les mêmes postes douaniers d'entrée et de sortie du ou des Etats de transit.

7. Les Etats concernés peuvent subordonner leur consentement écrit à l'emploi de la procédure de notification générale visée au paragraphe 6 pour la communication de certains renseignements, tels que la quantité exacte des déchets dangereux ou d'autres déchets, à expédier ou la liste périodique de ces déchets.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

8. La notification générale et le consentement écrit visés aux paragraphes 6 et 7 peuvent porter sur des expéditions multiples de déchets dangereux ou d'autres déchets au cours d'une période maximum de 12 mois.

9. Les Parties exigent de toute personne prenant en charge un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets qu'elle signe le document de mouvement à la livraison ou à la réception des déchets en question. Elles exigent aussi de l'éliminateur qu'il informe l'exportateur et l'autorité compétente de l'Etat d'exportation de la réception des déchets en question et, en temps voulu, de l'achèvement des opérations d'élimination selon les modalités indiquées dans la notification. Si cette information n'est pas reçue par l'Etat d'exportation, l'autorité compétente de cet Etat ou l'exportateur en informe l'Etat d'importation.

10. La notification et la réponse exigées aux termes du présent article sont communiquées à l'autorité compétente des Parties concernées ou à l'organisme gouvernemental compétent dans le cas des Etats non Parties.

11. Les Etats d'importation ou de transit qui sont Parties peuvent exiger comme condition d'entrée que tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets soit couvert par une assurance, un cautionnement ou d'autres garanties.

Article 7

Mouvements transfrontières en provenance d'une Partie à travers le territoire d'Etats qui ne sont pas Parties

Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention s'appliquent mutatis mutandis aux mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets en provenance d'une Partie à travers un ou plusieurs Etats qui ne sont pas Parties.

Article 8

Obligation de réimporter

Lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets auquel les Etats concernés ont consenti, sous réserve des dispositions de la présente Convention, ne peut être mené à terme conformément aux clauses du contrat, l'Etat d'exportation veille, si d'autres dispositions ne peuvent être prises pour éliminer les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles dans un délai de 90 jours à compter du moment où l'Etat concerné a informé l'Etat d'exportation et le Secrétariat, ou tout autre période convenue par les Etats concernés, à ce que l'exportateur réintroduise ces déchets dans l'Etat d'exportation. A cette fin, l'Etat d'exportation et toute Partie de transit ne s'opposent pas à la réintroduction de ces déchets dans l'Etat d'exportation, ni ne l'entravent ou ne l'empêchent.

Article 9Trafic illicite

1. Aux fins de la présente Convention, est réputé constituer un trafic illicite tout mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets:

- a) effectué sans qu'une notification ait été donnée à tous les Etats concernés conformément aux dispositions de la présente Convention; ou
- b) effectué sans le consentement que doit donner l'Etat intéressé conformément aux dispositions de la présente Convention; ou
- c) effectué avec le consentement des Etats intéressés obtenu par falsification, fausse déclaration ou fraude; ou
- d) qui n'est pas conforme matériellement aux documents; ou
- e) qui entraîne une élimination délibérée (par exemple, déversement) de déchets dangereux ou d'autres déchets, en violation des dispositions de la présente Convention et des principes généraux du droit international.

2. Au cas où un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est considéré comme trafic illicite du fait du comportement de l'exportateur ou du producteur, l'Etat d'exportation veille à ce que les déchets dangereux en question soient:

- a) repris par l'exportateur ou le producteur ou, s'il y a lieu, par lui-même sur son territoire ou, si cela est impossible,
- b) éliminés d'une autre manière conformément aux dispositions de la présente Convention, dans un délai de 30 jours à compter du moment où l'Etat d'exportation a été informé du trafic illicite ou tout autre délai dont les Etats concernés pourraient convenir. A cette fin, les Parties concernées ne s'opposent pas au retour de ces déchets dans l'Etat d'exportation ni ne l'entravent ou ne l'empêchent.

3. Lorsqu'un mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets est considéré comme trafic illicite par suite du comportement de l'importateur ou de l'éliminateur, l'Etat d'importation veille à ce que les déchets dangereux en question soient éliminés d'une manière écologiquement rationnelle par l'importateur ou l'éliminateur ou, s'il y a lieu, par lui-même dans un délai de 30 jours à compter du moment où le trafic illicite a retenu l'attention de l'Etat d'importation ou tout autre délai dont les Etats concernés pourraient convenir. A cette fin, les Parties concernées coopèrent, selon les besoins, pour éliminer les déchets selon des méthodes écologiquement rationnelles.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4. Lorsque la responsabilité du trafic illicite ne peut être imputée ni à l'exportateur ou au producteur, ni à l'importateur ou à l'éliminateur, les Parties concernées ou d'autres Parties, le cas échéant, coopèrent pour veiller à ce que les déchets dangereux en question soient éliminés le plus tôt possible selon des méthodes écologiquement rationnelles dans l'Etat d'exportation, dans l'Etat d'importation ou ailleurs, s'il y a lieu.

5. Chaque Partie adopte les lois nationales/internes voulues pour interdire et réprimer sévèrement le trafic illicite. Les Parties coopèrent en vue de parvenir aux objectifs énoncés dans le présent article.

Article 10Coopération internationale

1. Les Parties coopèrent entre elles afin d'améliorer et d'assurer la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets.

2. A cette fin, les Parties:

a) Communiquent sur demande des renseignements, sur base bilatérale ou multilatérale, en vue d'encourager la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets, y compris par l'harmonisation des normes et pratiques techniques visant à une bonne gestion des déchets dangereux et d'autres déchets;

b) Coopèrent en vue de surveiller les effets de la gestion des déchets dangereux sur la santé humaine et l'environnement;

c) Coopèrent, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, à la mise au point et à l'application de nouvelles techniques écologiquement rationnelles produisant peu de déchets et à l'amélioration des techniques existantes en vue d'éliminer dans la mesure du possible, la production de déchets dangereux et d'autres déchets et d'élaborer des méthodes plus efficaces pour en assurer la gestion d'une manière écologiquement rationnelle, notamment en étudiant les conséquences économiques, sociales et environnementales de l'adoption de ces innovations ou perfectionnements techniques;

d) Coopèrent activement, sous réserve des dispositions de leurs lois, réglementations et politiques nationales, au transfert des techniques relatives à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets et des systèmes d'organisation de cette gestion. Elles coopèrent aussi pour favoriser le développement des moyens techniques des Parties et notamment de celles qui auraient besoin d'une aide technique dans ce domaine et en feraient la demande;

e) Coopèrent à la mise au point de directives techniques et/ou de codes de bonne pratique appropriés.

3. Les Parties utiliseront les moyens appropriés pour coopérer afin d'aider les pays en développement à appliquer les dispositions contenues dans les alinéas a), b), c) et d) du paragraphe 2 de l'article 4.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4. Compte tenu du besoin des pays en développement, la coopération entre les Parties et les organisations internationales compétentes est encouragée, afin de promouvoir, entre autres, la sensibilisation du public, le développement d'une gestion rationnelle de déchets dangereux et d'autres déchets et l'adoption de nouvelles techniques peu polluantes.

Article 11Accords bilatéraux, multilatéraux et régionaux

1. Nonobstant les dispositions de l'article 4, paragraphe 5, les Parties peuvent conclure des accords ou arrangements bilatéraux, multilatéraux ou régionaux touchant les mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets avec des Parties ou des non Parties à condition que de tels accords ou arrangements ne dérogent pas à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets prescrite dans la présente Convention. Ces accords ou arrangements doivent énoncer des dispositions qui ne sont pas moins écologiquement rationnelles que celles prévues dans la présente Convention, compte tenu notamment des intérêts des pays en développement.

2. Les Parties notifient au Secrétariat tout accord ou arrangement bilatéral, multilatéral ou régional visé au paragraphe 1, ainsi que ceux qu'ils ont conclus avant l'entrée en vigueur à leur égard de la présente Convention aux fins de contrôler les mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets qui se déroulent entièrement entre les Parties auxdits accords. Les dispositions de la présente Convention sont sans effet sur les mouvements transfrontières conformes à de tels accords à condition que ceux-ci soient compatibles avec la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et d'autres déchets tel que prescrit dans la présente Convention.

Article 12Consultations sur les questions de responsabilité

Les Parties coopèrent en vue d'adopter le plus tôt possible un protocole établissant les procédures appropriées en ce qui concerne la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant d'un mouvement transfrontière de déchets dangereux et d'autres déchets.

Article 13Communication de renseignements

1. Les Parties veillent à ce que, chaque fois qu'ils en ont connaissance, en cas d'accident survenu au cours du mouvement transfrontière de déchets dangereux ou d'autres déchets ou de leur élimination susceptible de présenter des risques pour la santé humaine et l'environnement d'autres Etats, ceux-ci soient immédiatement informés.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Les Parties s'informent mutuellement par l'intermédiaire du Secrétariat:

a) Des changements concernant la désignation des autorités compétentes et/ou des correspondants, conformément à l'article 5;

b) Des changements dans la définition nationale des déchets dangereux, conformément à l'article 3;

et, dès que possible,

c) Des décisions prises par elles de ne pas autoriser, en totalité ou en partie, l'importation de déchets dangereux ou d'autres déchets pour élimination dans une zone relevant de leur compétence nationale;

d) Des décisions prises par elles pour limiter ou interdire les exportations de déchets dangereux ou d'autres déchets;

e) De tout autre renseignement demandé conformément au paragraphe 4 du présent article.

3. Les Parties conformément aux lois et réglementations nationales, transmettent à la Conférence des Parties instituée en application de l'article 15, par l'intermédiaire du Secrétariat, et avant la fin de chaque année civile, un rapport sur l'année civile précédente contenant les renseignements suivants:

a) Les autorités compétentes et les correspondants qui ont été désignés par elles, conformément à l'article 5;

b) Des renseignements sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux ou d'autres déchets auquel elles ont participé, et notamment:

i) La quantité de déchets dangereux et d'autres déchets exportée, la catégorie à laquelle ils appartiennent et leurs caractéristiques, leur destination, le pays éventuel de transit et la méthode d'élimination utilisée comme spécifiée dans leur prise de position;

ii) La quantité de déchets dangereux et d'autres déchets importée, la catégorie à laquelle ils appartiennent et leurs caractéristiques, leur origine et la méthode d'élimination utilisée;

iii) Les éliminations auxquelles il n'a pas été procédé comme prévu;

iv) Les efforts entrepris pour parvenir à réduire le volume de déchets dangereux ou d'autres déchets faisant l'objet de mouvements transfrontières.

c) Des renseignements sur les mesures adoptées par elles en vue de l'application de la présente Convention;

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

d) Des renseignements sur les données statistiques pertinentes qu'elles ont compilées touchant les effets de la production, du transport et de l'élimination de déchets dangereux ou d'autres déchets sur la santé humaine et l'environnement;

e) Des renseignements sur les accords et arrangements bilatéraux, multilatéraux et régionaux conclus en application de l'article 12 de la présente Convention;

4

f) Des renseignements sur les accidents survenus durant les mouvements transfrontières et l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets et sur les mesures prises pour y faire face;

g) Des renseignements sur les diverses méthodes d'élimination utilisées dans la zone relevant de leur compétence nationale;

h) Des renseignements sur les mesures prises pour la mise au point de techniques tendant à réduire et/ou à éliminer la production de déchets dangereux et d'autres déchets;

i) Tous autres renseignements sur les questions que la Conférence des Parties peut juger utiles.

4. Les Parties conformément aux lois et réglementations nationales, veillent à ce qu'une copie de chaque notification concernant un mouvement transfrontière donné de déchets dangereux ou d'autres déchets et de chaque prise de position y relative soit envoyée au Secrétariat, lorsqu'une Partie dont l'environnement risque d'être affecté par ledit mouvement transfrontière l'a demandé.

Article 14

Questions financières

1. Les Parties conviennent de créer, en fonction des besoins particuliers de différentes régions et sous-régions, des centres régionaux ou sous-régionaux de formation et de transfert de technologie pour la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets et la réduction de leur production. Les Parties décideront de l'institution de mécanismes appropriés de financement de caractère volontaire.

2. Les Parties envisageront la création d'un fonds renouvelable pour aider à titre provisoire à faire face aux situations d'urgence afin de limiter au minimum les dommages entraînés par des accidents découlant du mouvement transfrontière ou de l'élimination des déchets dangereux et d'autres déchets.

Article 15Conférence des Parties

1. Il est institué un Conférence des Parties. La première session de la Conférence des Parties sera convoquée par le Directeur exécutif du PNUÉ un an, au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, les sessions ordinaires de la Conférence des Parties auront lieu régulièrement, selon la fréquence déterminée par la Conférence à sa première session.

2. Des sessions extraordinaires de la Conférence des Parties pourront avoir lieu à tout autre moment si la Conférence le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois suivant sa communication auxdites Parties par le Secrétariat.

3. La Conférence des Parties arrêtera et adoptera par consensus son propre règlement intérieur et celui de tout organe subsidiaire qu'elle pourra créer, ainsi que le règlement financier qui fixera en particulier la participation financière des Parties au titre de la présente Convention.

4. A leur première réunion, les Parties examineront toutes mesures supplémentaires qui seraient nécessaires pour les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en ce qui concerne la protection et la sauvegarde du milieu marin dans le cadre de la présente Convention.

5. La Conférence des Parties examine en permanence l'application de la présente Convention et, en outre:

a) encourage l'harmonisation des politiques, stratégies et mesures nécessaires pour réduire au minimum les dommages causés à la santé humaine et à l'environnement par les déchets dangereux et d'autres déchets;

b) examine et adopte, selon qu'il convient, les amendements à la présente Convention et à ses annexes, compte tenu notamment des informations scientifiques, techniques, économiques et écologiques disponibles;

c) examine et prend toute autre mesure nécessaire à la poursuite des objectifs de la présente Convention en fonction des enseignements tirés de son application ainsi que de l'application des accords et arrangements envisagés à l'article 11;

d) examine et adopte des protocoles en tant que de besoin;

e) crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la présente Convention.

6. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, de même que tout Etat non Partie à la présente Convention, peuvent se faire représenter en qualité d'observateurs aux sessions de la Conférence des Parties. Tout autre organe ou organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, qualifié dans les domaines liés aux

déchets dangereux ou d'autres déchets qui a informé le Secrétariat de son désir de se faire représenter en qualité d'observateur à une session de la Conférence des Parties peut être admis à y prendre part, à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fasse objection. L'admission et la participation des observateurs sont subordonnées au respect du règlement intérieur adopté par la Conférence des Parties.

7. Trois ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, et par la suite au moins tous les six ans, la Conférence des Parties entreprend une évaluation de son efficacité et, si elle le juge nécessaire, envisage l'adoption d'une interdiction totale ou partielle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets à la lumière des informations scientifiques, environnementales, techniques et économiques les plus récentes.

Article 16

Secrétariat

1. Les fonctions du Secrétariat sont les suivantes:

a) Organiser les réunions prévues aux articles 15 et 17 et en assurer le service;

b) Etablir et transmettre des rapports fondés sur les renseignements reçus conformément aux articles 3, 4, 5, 6, 11 et 13 ainsi que sur les renseignements obtenus à l'occasion des réunions des organes subsidiaires créés en vertu de l'article 15 et, le cas échéant, sur les renseignements fournis par les organismes intergouvernementaux ou non gouvernementaux compétents;

c) Etablir des rapports sur les activités menées dans l'exercice des fonctions qui lui sont assignées en vertu de la présente Convention et les présenter à la Conférence des Parties;

d) Assurer la coordination nécessaire avec les organismes internationaux compétents, et en particulier conclure les arrangements administratifs et contractuels qui pourraient lui être nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions;

e) Communiquer avec les correspondants et autorités compétentes désignés par les Parties conformément à l'article 5 de la présente Convention;

f) Recueillir des renseignements sur les installations et les sites nationaux agréés disponibles pour l'élimination de leurs déchets dangereux et d'autres déchets et diffuser ces renseignements auprès des Parties.

g) Recevoir les renseignements en provenance des Parties et communiquer à celles-ci des informations sur:

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- les sources d'assistance technique et de formation;
- les compétences techniques et scientifiques disponibles;
- les sources de conseils et de services d'expert; et
- les ressources disponibles

pour les aider, sur leur demande, dans des domaines tels que:

- l'administration du système de notification prévue par la présente Convention;
- la gestion des déchets dangereux et d'autres déchets;
- les techniques écologiquement rationnelles se rapportant aux déchets dangereux et d'autres déchets telles que les techniques peu polluantes et sans déchets;
- l'évaluation des moyens et sites d'élimination;
- la surveillance des déchets dangereux et d'autres déchets; et
- les interventions en cas d'urgence;

h) Communiquer aux Parties, sur leur demande, les renseignements sur les consultants ou bureaux d'études ayant les compétences techniques requises en la matière qui pourront les aider à examiner une notification de mouvement transfrontière, à vérifier qu'une expédition de déchets dangereux et d'autres déchets est conforme à la notification pertinente et/ou que les installations proposées pour l'élimination des déchets dangereux ou d'autres déchets sont écologiquement rationnelles, lorsqu'elles ont des raisons de croire que les déchets en question ne feront pas l'objet d'une gestion écologiquement rationnelle. Tout examen de ce genre ne serait pas à la charge du Secrétariat;

i) Aider les Parties, sur leur demande, à déceler les cas de trafic illicite et à communiquer immédiatement aux Parties concernées tous les renseignements qu'il aura reçus au sujet de trafic illicite ;

j) Coopérer avec les Parties et avec les organisations et institutions internationales intéressées et compétentes pour fournir les experts et le matériel nécessaires à une aide rapide aux Etats en cas d'urgence;

k) S'acquitter des autres fonctions entrant dans le cadre de la présente Convention que la Conférence des Parties peut décider de lui assigner.

2. Les fonctions du Secrétariat seront provisoirement exercées par le PNUÉ, jusqu'à la fin de la première réunion de la Conférence des Parties tenue conformément à l'article 15.

3. A sa première réunion, la Conférence des Parties désignera le Secrétariat parmi les organisations internationales compétentes existantes qui se sont proposées pour assurer les fonctions de secrétariat prévus par la présente Convention. A cette session, la Conférence des Parties évaluera aussi la façon dont le secrétariat intérimaire se sera acquitté des fonctions qui lui étaient confiées, en particulier aux termes du paragraphe 1 ci-dessus, et elle décidera des structures qui conviennent à l'exercice de ces fonctions.

Article 17Amendements à la Convention

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention et toute Partie à un protocole peut proposer des amendements à ce protocole. Ces amendements tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.
2. Les amendements à la présente Convention sont adoptés lors des réunions de la Conférence des Parties. Les amendements à un protocole sont adoptés lors des réunions des Parties au protocole considéré. Le texte de tout amendement proposé à la présente Convention ou aux Protocoles, sauf s'il en est disposé autrement dans lesdits protocoles, est communiqué par le Secrétariat aux Parties six mois au moins avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le Secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente Convention pour information.
3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir, au sujet de tout amendement proposé à la présente Convention, à un accord par consensus. Si tous les efforts en vue d'un consensus ont été épuisés et si un accord ne s'est pas dégagé, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote, et soumis par le Dépositaire à toutes les Parties pour ratification, approbation, confirmation formelle ou acceptation.
4. La procédure énoncée au paragraphe 3 ci-dessus s'applique à l'adoption des amendements aux protocoles, à ceci près que la majorité des deux tiers des Parties aux protocoles considérés présentes à la réunion et ayant exprimé leur vote suffit.
5. Les instruments de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation des amendements sont déposés auprès du Dépositaire. Les amendements adoptés conformément aux paragraphes 3 ou 4 ci-dessus entrent en vigueur entre les Parties les ayant acceptés le quatre-vingt-dixième jour après que le Dépositaire a reçu leur instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation par les trois quarts au moins des Parties les ayant acceptés ou par les deux tiers au moins des Parties au protocole considéré les ayant acceptés, sauf disposition contraire dudit protocole. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'approbation, de confirmation formelle ou d'acceptation des amendements.
6. Aux fins du présent article, l'expression "Parties présentes et ayant exprimé leur vote" s'entend des Parties présentes qui ont émis un vote affirmatif ou négatif.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Article 18Adoption et amendement des annexes

1. Les annexes à la présente Convention ou à tout protocole y relatif font partie intégrante de la Convention ou du protocole considéré et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente Convention ou à ses protocoles est aussi une référence aux annexes à ces instruments. Lesdites annexes sont limitées aux questions scientifiques, techniques et administratives.

2. Sauf disposition contraire des protocoles au sujet de leurs annexes la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la présente Convention ou aux protocoles y relatifs sont régies par la procédure suivante:

a) Les annexes à la présente Convention et à ses protocoles sont proposées et adoptées selon la procédure décrite aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 17;

b) Toute Partie qui n'est pas en mesure d'accepter une annexe supplémentaire à la présente Convention ou à l'un des protocoles auxquels elle est Partie en donne par écrit notification au Dépositaire dans les six mois qui suivent la date de communication de l'adoption par le Dépositaire. Ce dernier informe sans délai toutes les Parties de toute notification reçue. Une Partie peut à tout moment accepter une annexe à laquelle elle avait déclaré précédemment faire objection, et cette annexe entre alors en vigueur à l'égard de cette Partie;

c) A l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de l'envoi de la communication par le Dépositaire, l'annexe prend effet à l'égard de toutes les Parties à la présente Convention ou à tout protocole considéré qui n'ont pas soumis de notification conformément à l'alinéa b) ci-dessus.

3. La proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des amendements aux annexes à la présente Convention ou à tout protocole y relatif sont soumises à la même procédure que la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des annexes à la Convention ou à tout protocole y relatif. Les annexes et les amendements y relatifs tiennent dûment compte, entre autres, des considérations scientifiques et techniques pertinentes.

4. Si une annexe supplémentaire ou un amendement à une annexe nécessite un amendement à la Convention ou à tout protocole y relatif, l'annexe supplémentaire ou l'annexe modifiée n'entre en vigueur que lorsque l'amendement à la Convention ou à tout protocole y relatif entre lui-même en vigueur.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Article 19Vérification

Toute Partie qui a des raisons de croire qu'une autre Partie agit ou a agi en violation des obligations découlant des dispositions de la présente Convention peut en informer le Secrétariat, et dans ce cas elle informe simultanément et immédiatement, directement ou par l'intermédiaire du Secrétariat, la Partie faisant l'objet des allégations. Tous les renseignements pertinents devraient être transmis aux Parties par le Secrétariat.

Article 20Règlement des différends

1. Si un différend surgit entre les Parties à propos de l'interprétation, de l'application ou du respect de la présente Convention ou de tout protocole y relatif, ces Parties s'efforcent de le régler par voie de négociations ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Si les Parties en cause ne peuvent régler leur différend par les moyens mentionnés au paragraphe précédent, ce différend, si les Parties en conviennent ainsi, est soumis à la Cour internationale de Justice ou à l'arbitrage dans les conditions définies dans l'annexe VI relative à l'arbitrage. Toutefois, si les Parties ne parviennent pas à s'entendre en vue de soumettre le différend à la Cour internationale de Justice ou à l'arbitrage, elles ne sont pas relevées de leur responsabilité de continuer à chercher à le résoudre selon les moyens mentionnés au paragraphe 1.

3. Lorsqu'il ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, ou à tout moment par la suite, tout Etat ou toute organisation d'intégration politique ou économique peut déclarer qu'il reconnaît comme étant obligatoire ipso facto et sans accord spécial, à l'égard de toute Partie acceptant la même obligation, la soumission du différend:

- a) à la Cour internationale de Justice; et/ou
- b) à l'arbitrage conformément aux procédures énoncées dans l'annexe VI.

Cette déclaration est notifiée par écrit au Secrétariat qui la communique aux Parties.

Article 21Signature

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et des organisations d'intégration politique ou économique à Bâle le 22 mars 1989, au Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, à Berne, du 23 mars 1989 au 30 juin 1989, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 1er juillet 1989 au 22 mars 1990.

Article 22

Ratification, acceptation, confirmation formelle ou approbation

1. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats et de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, ainsi qu'à la confirmation formelle ou à l'approbation des organisations d'intégration politique ou économique. Les instruments de ratification, d'acceptation formelle ou d'approbation seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Toute organisation visée au paragraphe 1 ci-dessus qui devient Partie à la présente Convention et dont aucun Etat membre n'est lui-même Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans la Convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une de ces organisations sont Parties à la Convention, l'organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention. Dans de tels cas, l'organisation et les Etats membres ne sont pas habilités à exercer simultanément leurs droits au titre de la Convention.

3. Dans leurs instruments de confirmation formelle ou d'approbation, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention. Ces organisations notifient également toute modification importante de l'étendue de leurs compétences au Dépositaire qui en informe les Parties.

Article 23

Adhésion

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion des Etats, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et des organisations d'intégration politique ou économique à partir de la date à laquelle la Convention n'est plus ouverte à la signature. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Dans leurs instruments d'adhésion, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la Convention. Elles notifient également au Dépositaire toute modification importante de l'étendue de leurs compétences.

3. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 22 s'appliquent aux organisations d'intégration politique ou économique qui adhèrent à la présente Convention.

Article 24Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous, chaque Partie à la Convention dispose d'une voix.
2. Les organisations d'intégration politique ou économique disposent, conformément au paragraphe 3 de l'article 22 et au paragraphe 2 de l'article 23 pour exercer leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la Convention ou aux protocoles pertinents. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 25Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, de confirmation formelle, d'approbation ou d'adhésion.
2. A l'égard de chacun des Etats ou des organisations d'intégration politique ou économique qui ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, après la date de dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ledit Etat ou ladite organisation d'intégration politique ou économique, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion.
3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration politique ou économique ne doit être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

Article 26Réserves et déclarations

1. Aucune réserve ou dérogation ne pourra être faite à la présente Convention.
2. Le paragraphe 1 du présent article n'empêche pas un Etat ou une organisation d'intégration politique ou économique, lorsqu'il signe, ratifie, accepte ou approuve ou confirme formellement la présente Convention ou y adhère, de faire des déclarations ou des exposés, quelle que soit l'appellation qui leur est donnée en vue, entre autres, d'harmoniser ses lois et règlements avec les dispositions de la présente Convention, à condition

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

que ces déclarations ou exposés ne visent pas à annuler ou à modifier les effets juridiques des dispositions de la Convention dans leur application à cet Etat.

Article 27Dénonciation

1. Après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard d'une Partie, ladite Partie pourra à tout moment dénoncer la Convention par notification écrite donnée au Dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet un an après la réception de la notification par le Dépositaire, ou à toute autre date ultérieure qui pourra être spécifiée dans la notification.

Article 28Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera le Dépositaire de la présente Convention et de tout protocole y relatif.

Article 29Textes faisant foi

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe originaux de la présente Convention font également foi.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé la présente Convention.

Fait à BASILEA, le 22.3.1959 mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Annexe I

CATEGORIES DE DECHETS A CONTROLER

Flux de déchets

- Y1 Déchets cliniques provenant de soins médicaux dispensés dans des hôpitaux, centres médicaux et cliniques
- Y2 Déchets issus de la production et de la préparation de produits pharmaceutiques
- Y3 Déchets de médicaments et produits pharmaceutiques
- Y4 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de biocides et de produits phytopharmaceutiques
- Y5 Déchets issus de la fabrication, de la préparation et de l'utilisation des produits de préservation du bois
- Y6 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de solvants organiques
- Y7 Déchets cyanurés de traitements thermiques et d'opérations de trempe
- Y8 Déchets d'huiles minérales impropres à l'usage initialement prévu
- Y9 Mélanges et émulsions huile/eau ou hydrocarbure/eau
- Y10 Substances et articles contenant, ou contaminés par, des diphenyles polychlorés (PCB), des terphényles polychlorés (PCT) ou des diphenyles polybromés (PBB)
- Y11 Résidus goudronneux de raffinage, de distillation ou de toute opération de pyrolyse
- Y12 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation d'encres, de colorants, de pigments, de peintures, de laques ou de vernis
- Y13 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de résines, de latex, de plastifiants ou de colles et adhésifs
- Y14 Déchets de substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche, de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus
- Y15 Déchets de caractère explosible non soumis à une législation différente
- Y16 Déchets issus de la production, de la préparation et de l'utilisation de produits et matériels photographiques
- Y17 Déchets de traitements de surface des métaux et matières plastiques
- Y18 Résidus d'opérations d'élimination des déchets industriels

Déchets ayant comme constituants:

- Y19 Métaux carbonyles
- Y20 Béryllium, composés du béryllium
- Y21 Composés du chrome hexavalent
- Y22 Composés du cuivre
- Y23 Composés du zinc
- Y24 Arsenic, composés de l'arsenic
- Y25 Sélénium, composés du sélénium
- Y26 Cadmium, composés du cadmium
- Y27 Antimoine, composés de l'antimoine
- Y28 Tellure, composés du tellure
- Y29 Mercure, composés du mercure

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Y30	Thallium, composés du thallium
Y31	Plomb, composés du plomb
Y32	Composés inorganiques du fluor, à l'exclusion du fluorure de calcium
Y33	Cyanures inorganiques
Y34	Solutions acides ou acides sous forme solide
Y35	Solutions basiques ou bases sous forme solide
Y36	Amiante (poussières et fibres)
Y37	Composés organiques du phosphore
Y38	Cyanures organiques
Y39	Phénols, composés phénolés, y compris les chlorophénols
Y40	Ethers
Y41	Solvants organiques halogénés
Y42	Solvants organiques, sauf solvants halogénés
Y43	Tout produit de la famille des dibenzofurannes polychlorés
Y44	Tout produit de la famille des dibenzoparadioxines polychlorées
Y45	Composés organohalogénés autres que les matières figurant dans la présente Annexe (par exemple Y39, Y41, Y42, Y43, Y44).

Annexe II

CATEGORIES DE DECHETS DEMANDANT UN EXAMEN SPECIAL

Y46	Déchets ménagers collectés
Y47	Résidus provenant de l'incinération des déchets ménagers

Annexe III

LISTE DES CARACTERISTIQUES DE DANGER

Classe ONU*	Code	Caractéristiques
1	H1	Matières explosives
		Une matière ou un déchet explosif est une matière (ou un mélange de matières) solide ou liquide qui peut elle-même, par réaction chimique, émettre des gaz à une température et une pression et à une vitesse telle qu'il en résulte des dégâts dans la zone environnement.
3	H3	Matières inflammables
		Les liquides inflammables sont les liquides, mélanges de liquides, ou liquides contenant des solides en solution ou suspension (peintures, vernis, laques, etc., par exemple, à l'exclusion cependant des matières ou déchets classés ailleurs en raison de leurs caractéristiques dangereuses), qui émettent des vapeurs inflammables à une température ne dépassant pas 60,5°C en creuset fermé ou 65,6°C en creuset ouvert. (Comme les résultats des essais en creuset ouvert et en

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

creuset fermé ne sont pas strictement comparables entre eux et que même les résultats de plusieurs essais effectués selon la même méthode diffèrent souvent, les règlements qui s'écarteraient des chiffres ci-dessus pour tenir compte de ces différences demeureraient conformes à l'esprit de cette définition.)

4.1 H4.1 Matières solides inflammables

Les solides ou déchets solides inflammables sont les matières solides autres que celles classées comme explosives, qui, dans les conditions rencontrées lors du transport, s'enflamment facilement ou peuvent causer un incendie sous l'effet du frottement, ou le favoriser.

4.2 H4.2 Matières spontanément inflammables

Matières ou déchets susceptibles de s'échauffer spontanément dans des conditions normales de transport, ou de s'échauffer au contact de l'air, et pouvant alors s'enflammer.

4.3 H4.3 Matières ou déchets qui, au contact de l'eau, émettent des gaz inflammables

Matières ou déchets qui, par réaction avec l'eau, sont susceptibles de s'enflammer spontanément ou d'émettre des gaz inflammables en quantités dangereuses.

5.1 H5.1 Matières comburantes

Matières ou déchets qui, sans être toujours combustibles eux-mêmes, peuvent, en général en cédant de l'oxygène, provoquer ou favoriser la combustion d'autres matières.

5.2 H5.2 Peroxydes organiques

Matières organiques ou déchets contenant la structure bivalente -O-O- sont des matières thermiquement instables, qui peuvent subir une décomposition auto-accelérée exothermique.

6.1 H6.1 Matières toxiques (aiguës)

Matières ou déchets qui, par ingestion, inhalation ou pénétration cutanée, peuvent causer la mort ou une lésion grave ou nuire à la santé humaine.

* Cette numérotation correspond au système de classification de danger adopté dans les recommandations des Nations Unies pour le transport des marchandises dangereuses (ST/SG/AC.10/1/Rev.5, Nations Unies, New York, 1988).

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

6.2 H6.2 Matières infectieuses

Matières ou déchets contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait, ou dont on a de bonnes raisons de croire, qu'ils causent la maladie chez les animaux ou chez l'homme.

8 H8 Matières corrosives

Matières ou déchets qui, par action chimique, causent des dommages graves aux tissus vivants qu'elles touchent, ou qui peuvent en cas de fuite endommager sérieusement, voire détruire, les autres marchandises transportées ou les engins de transport et qui peuvent aussi comporter d'autres risques.

9 H10 Matières libérant des gaz toxiques au contact de l'air ou de l'eau

Matières ou déchets qui, par réaction avec l'air ou l'eau, sont susceptibles d'émettre des gaz toxiques en quantités dangereuses.

9 H11 Matières toxiques (effets différés ou chroniques)

Matières ou déchets qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des effets différés ou chroniques, ou produire le cancer.

9 H12 Matières écotoxiques

Matières ou déchets qui, si ils sont rejetés, provoquent ou risquent de provoquer, par bio-accumulation et/ou effets toxiques sur les systèmes biologiques, des impacts nocifs immédiats ou différés sur l'environnement.

9 H13 Matières susceptibles après élimination de donner lieu, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus.

Epreuves

Les dangers que certains types de déchets sont susceptibles de présenter ne sont pas encore bien connus; il n'existe pas d'épreuves d'appréciation quantitative de ces dangers. Des recherches plus approfondies sont nécessaires afin d'élaborer les moyens de caractériser les dangers que ces types de déchets peuvent présenter pour l'homme ou l'environnement. Des épreuves normalisées ont été mises au point pour des substances et matières pures. De nombreux pays membres ont élaboré des tests nationaux que l'on peut appliquer aux matières destinées à être éliminées par les opérations

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

figurant à l'annexe III à la Convention en vue de décider si ces matières présentent une quelconque des caractéristiques énumérées dans la présente Annexe.

Annexe IV

OPERATIONS D'ELIMINATION

A. OPERATIONS NE DEBOUCHANT PAS SUR UNE POSSIBILITE DE RECUPERATION DE RECYCLAGE, DE REUTILISATION, DE REEMPLOI DIRECT, OU TOUTE AUTRE UTILISATION DES DECHETS

La section A récapitule toutes ces opérations d'élimination telles qu'elles sont effectuées en pratique.

- D1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple mise en décharge, etc.)
- D2 Traitement en milieu terrestre (par exemple biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.)
- D3 Injection en profondeur (par exemple des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel, ou des failles géologiques naturelles, etc.)
- D4 Lagunage (par exemple déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.)
- D5 Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc.)
- D6 Rejet dans le milieu aquatique sauf l'immersion en mer
- D7 Immersion en mer, y compris enfouissement dans le sous-sol marin
- D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à la section A
- D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente Annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à la section A (par exemple évaporation, séchage, calcination, neutralisation, précipitation, etc.)
- D10 Incinération à terre
- D11 Incinération en mer
- D12 Stockage permanent (par exemple placement de conteneurs dans une mine, etc.)
- D13 Regroupement préalablement à l'une des opérations de la section A
- D14 Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de la section A
- D15 Stockage préalablement à l'une des opérations de la section A

B. OPERATIONS DEBOUCHANT SUR UNE POSSIBILITE DE RECUPERATION, DE RECYCLAGE, DE REUTILISATION, DE REEMPLOI DIRECT, OU TOUTE AUTRE UTILISATION DES DECHETS

La section B est censée récapituler toutes ces opérations, concernant des matières qui sont considérées ou légalement définies comme déchets dangereux et qui auraient sinon subi l'une des opérations énoncées à la section A.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- R1 Utilisation comme combustible (autrement qu'en incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie
- R2 Récupération ou régénération des solvants
- R3 Recyclage ou récupération de substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants
- R4 Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques
- R5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques
- R6 Régénération des acides ou des bases
- R7 Récupération des produits servant à capter les polluants
- R8 Récupération des produits provenant des catalyseurs
- R9 Régénération ou autres réemplois des huiles usées
- R10 Epanchage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie
- R11 Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R1 à R10
- R12 Echange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11
- R13 Mise en réserve de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations figurant à la section B

Annexe V-A

INFORMATIONS A FOURNIR LORS DE LA NOTIFICATION

1. Motif de l'exportation de déchets
2. Exportateur des déchets 1/
3. Producteur(s) des déchets et lieu de production 1/
4. Eliminateur des déchets et lieu effectif d'élimination 1/
5. Transporteur(s) prévu(s) des déchets ou leurs agents, lorsqu'ils sont connus 1/
6. Pays d'exportation des déchets
Autorité compétente 2/
7. Pays de transit prévus
Autorité compétente 2/
8. Pays d'importation des déchets
Autorité compétente 2/
9. Notification générale ou notification unique
10. Date(s) prévue(s) du(des) transfert(s), durée de l'exportation des déchets et itinéraire prévu (notamment points d'entrée et de sortie) 3/
11. Moyen(s) de transport prévu(s) (route, rail, mer, air, voie de navigation intérieure, etc.)
12. Informations relatives à l'assurance 4/

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

13. Dénomination et description physique des déchets, y compris numéro Y et numéro ONU, composition de ceux-ci 5/ et renseignements sur toute disposition particulière relative à la manipulation, notamment mesures d'urgence à prendre en cas d'accident
14. Type de conditionnement prévu (par exemple vrac, fûts, citernes)
15. Quantité estimée en poids/volume 6/
16. Processus dont proviennent les déchets 7/
17. Pour les déchets énumérés à l'Annexe I, classification de l'Annexe III; caractéristique de danger, numéro H, classe de l'ONU
18. Mode d'élimination selon l'Annexe IV
19. Déclaration du producteur et de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations
20. Informations (y compris la description technique de l'installation) communiquées à l'exportateur ou au producteur par l'éliminateur des déchets et sur lesquelles ce dernier s'est fondé pour estimer qu'il n'y a aucune raison de croire que les déchets ne seront pas gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles conformément aux lois et règlements du pays importateur.
21. Renseignements concernant le contrat conclu entre l'exportateur et l'éliminateur.

Notes

- 1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter.
- 2/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur.
- 3/ En cas de notification générale couvrant plusieurs transferts, indiquer soit les dates prévues de chaque transport, soit, si celles-ci ne sont pas connues, la fréquence prévue des transports.
- 4/ Informations à fournir sur les dispositions pertinentes relatives à l'assurance et sur la manière dont l'exportateur, le transporteur et l'éliminateur s'en acquittent.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- 5/ Indiquer la nature et la concentration des composés les plus dangereux au regard de la toxicité et des autres dangers présentés par les déchets tant pour la manipulation que pour le mode d'élimination prévu.
- 6/ En cas de notification générale couvrant plusieurs transferts, indiquer à la fois la quantité totale estimée et les quantités estimées pour chacun des transferts.
- 7/ Dans la mesure où ce renseignement est nécessaire pour évaluer les risques et déterminer la validité de l'opération d'élimination proposée.

Annexe V-B

INFORMATIONS A FOURNIR DANS LE DOCUMENT DE MOUVEMENT

1. Exportateur des déchets 1/
2. Producteur(s) des déchets et lieu de production 1/
3. Eliminateur des déchets et lieu effectif d'élimination 1/
4. Transporteur(s) des déchets 1/ ou son(ses) agent(s)
5. Sujet à notification générale ou à notification unique
6. Date de début du mouvement transfrontière et date(s) et signature de la réception par chaque personne qui prend en charge les déchets
7. Moyen de transport (route, rail, voie de navigation intérieure, mer, air) y compris pays d'exportation, de transit et d'importation ainsi que points d'entrée et de sortie lorsque ceux-ci sont connus
8. Description générale des déchets (état physique, appellation exacte et classe d'expédition ONU, numéro ONU, numéro Y et numéro H le cas échéant)
9. Renseignements sur les dispositions particulières relatives à la manipulation y compris mesures d'intervention en cas d'accident
10. Type et nombre de colis
11. Quantité en poids/volume
12. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'exactitude des informations
13. Déclaration du producteur ou de l'exportateur certifiant l'absence d'objections de la part des autorités compétentes de tous les Etats concernés qui sont Parties

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

14. Attestation de l'éliminateur de la réception à l'installation d'élimination désignée et indication de la méthode d'élimination et de la date approximative d'élimination

Notes

Les informations à fournir sur le document de mouvement devraient, chaque fois que possible, être rassemblées dans un seul et même document avec celles exigées par la réglementation des transports. En cas d'impossibilité, ces informations devraient compléter et non répéter celles exigées par la réglementation des transports. Le document de mouvement contiendra des instructions quant à la personne habilitée à fournir les renseignements et à remplir les formulaires.

1/ Nom et adresse complets, numéros de téléphone, de télex ou de télécopieur, ainsi que nom, adresse et numéro de téléphone, de télex ou de télécopieur de la personne à contacter en cas d'urgence.

Annexe VI

ARBITRAGE

Article premier

Sauf dispositions contraires de l'accord prévu à l'article 20 de la Convention, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions des articles 2 à 10 ci-après.

Article 2

La Partie requérante notifie au Secrétariat que les Parties sont convenues de soumettre le différend à l'arbitrage conformément au paragraphe 2 ou au paragraphe 3 de l'article 20 de la Convention, en indiquant notamment les articles de la Convention dont l'interprétation ou l'application sont en cause. Le Secrétariat communique les informations ainsi reçues à toutes les Parties à la Convention.

Article 3

Le tribunal arbitral est composé de trois membres. Chacune des Parties au différend nomme un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des Parties au différend ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun titre.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Article 4

1. Si, dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le Président du tribunal arbitral n'est pas désigné, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède, à la requête de l'une des deux Parties, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si, dans un délai de deux mois après la réception de la requête, l'une des Parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre Partie peut saisir le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui désigne le Président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation le Président du tribunal arbitral demande à la Partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Passé ce délai, il saisit le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

Article 5

1. Le tribunal rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente Convention.

2. Tout tribunal arbitral constitué aux termes de la présente annexe établit ses propres règles de procédure.

Article 6

1. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

2. Le tribunal peut prendre toutes mesures appropriées pour établir les faits. Il peut, à la demande de l'une des parties, recommander les mesures conservatoires indispensables.

3. Les Parties au différend fourniront toutes facilités nécessaires pour la bonne conduite de la procédure.

4. L'absence ou le défaut d'une Partie au différend ne fait pas obstacle à la procédure.

Article 7

Le tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

Article 8

A moins que le tribunal d'arbitrage n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les dépenses du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont prises en charge à parts égales par les Parties au différend. Le tribunal tient un relevé de toutes ses dépenses et en fournit un état final aux Parties.

Article 9

Toute Partie ayant, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision peut intervenir dans la procédure, avec le consentement du tribunal.

Article 10

1. Le tribunal prononce la sentence dans un délai de cinq mois à partir de la date à laquelle il est créé, à moins qu'il n'estime nécessaire de prolonger ce délai pour une période qui ne devrait pas excéder cinq mois.

2. La sentence du tribunal arbitral est motivée. Elle est définitive et obligatoire pour les Parties au différend.

3. Tout différend qui pourrait surgir entre les Parties concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des deux Parties, au tribunal arbitral qui l'a rendue, ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal arbitral constitué à cet effet de la même manière que le premier.



Programme des Nations Unies pour l'environnement



Distr.
GENERALE

UNEP/IG.80/L.12
22 mars 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



Conférence de plénipotentiaires sur
la Convention mondiale sur le contrôle
des mouvements transfrontières de
déchets dangereux

Bâle, 20-22 mars 1989
Point 6 de l'ordre du jour

Acte final de la Conférence de plénipotentiaires sur la Convention mondiale sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination

1. La Conférence de plénipotentiaires sur la Convention mondiale sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux a été convoquée par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) conformément à la décision 14/30 adoptée par le Conseil d'administration du PNUE le 17 juin 1987.
2. La Conférence s'est réunie du 20 au 22 mars 1989 au Centre européen de commerce mondial et de congrès de Bâle, avec l'aimable concours du Gouvernement de la Confédération helvétique.
3. Tous les Etats avaient été invités à participer à la Conférence. Les Etats suivants ont accepté l'invitation et participé à la Conférence:

Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne (République fédérale d'), Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahrein, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bolivie, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jamhuriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexico, Mongolie, Mozambique, Niger, Nigéria, Norvège, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas,

UNEP/IG.80/L.12

page 2

Pérou, Philippines, Portugal, République arabe syrienne, République arabe du Yémen, République centrafricaine, République démocratique allemande, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Samoa, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

4. La Communauté économique européenne a également participé à la Conférence.

5. Des observateurs de la Pologne et du Saint-Siège ont participé aux travaux de la Conférence.

6. Des observateurs des organismes et institutions spécialisés du système des Nations Unies et organisations intergouvernementales et non gouvernementales ci-après ont également assisté à la réunion:

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ONU/Commission économique pour l'Europe (CEE), Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH/Habitat), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque mondiale, Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation maritime internationale (OMI), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Agende internationale de l'énergie atomique (AIEA), Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), Conseil des Ministres de la Communauté européenne, Conseil des communautés européennes (CCE), Conseil de l'Europe, Office central des transports internationaux ferroviaires (OCTI), Organisation de l'Unité africaine (OAU), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Comité consultatif juridique asiatique et africain (AALSCC), Comité consultatif sur la pollution des mers (ACOPS), Association des fabricants de produits chimiques, Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique (CEFIC), Centre de liaison pour l'environnement (CLE), Greenpeace International, Fédération internationale des agences d'inspection, Fédération internationale des associations de fabricants de produits pharmaceutiques (IFPMA), Union internationale des transporteurs routiers (UIR), Conseil international pour le droit de l'environnement, Association internationale de médecine et de biologie de l'environnement, Organisation internationale des unions de consommateurs (OIUC), Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), Conseil de défense des ressources naturelles, Agences suisses pour l'aide au développement et Fonds mondial pour la nature (WWF).

7. La Conférence a été officiellement ouverte par M. Mustafa K. Tolba, Directeur exécutif du PNUE. Lors de la cérémonie inaugurale, des allocutions de bienvenue ont été prononcées par le Conseiller Eugen Keller, membre du Gouvernement du Canton de Bâle, qui a pris la parole au nom du Gouvernement du Canton de Bâle, ainsi que par le Conseiller fédéral M. Flavio Cotti, Directeur du Département fédéral de l'intérieur chargé des questions d'environnement, qui a pris la parole au nom du Gouvernement suisse. M. Mustafa K. Tolba s'est également adressé aux participants.

UNEP/IG.80/L.12
page 3

8. M. Mustafa K. Tolba a assumé les fonctions de Secrétaire général de la Conférence et Madame Iwona Rummel-Bulska (PNUE) celles de Secrétaire exécutive.

9. La Conférence a élu M. F. Cotti (Suisse) Président à l'unanimité.

10. La Conférence a également élu son Bureau comme suit:

Vice-Présidents: M. M.K.J. Banny (Côte d'Ivoire)
M. L. Marothy (Hongrie)
M. A. Taylhardal (Venezuela)

Rapporteur: M. F. Factorán, Jr. (Philippines)

11. La Conférence a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la Conférence
2. Organisation des travaux:
 - a) Adoption du règlement intérieur;
 - b) Election du Président;
 - c) Election des Vice-Présidents et du Rapporteur;
 - d) Adoption de l'ordre du jour;
 - e) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - f) Nomination des membres du Comité de rédaction;
 - g) Organisation des travaux de la Conférence.
3. Examen de la sixième version révisée du projet de Convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux.
4. Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
5. Adoption de la Convention mondiale sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux.
6. Adoption de l'Acte final de la Conférence.
7. Signature des instruments finals.
8. Clôture de la Conférence.

12. La Conférence a adopté comme règlement intérieur le document UNEP/IG.80/2 proposé par le Secrétariat, tel qu'amendé (UNEP/IG.80/2/Corr.1).

UNEP/IG.80/L.12
page 4

13. Conformément au règlement intérieur, la Conférence a constitué les comités suivants:

Comité plénier

Président: Le Président de la Conférence

Bureau

Président: Le Président de la Conférence

Membres: Les Vice-Présidents de la Conférence, le Rapporteur, le Président du Comité de rédaction et les Présidents de chacun des cinq groupes régionaux,
M. N.N. Koné (Mali),
M. E. Nijples (Pays-Bas),
M. N.N. Dyulquerov (Bulgarie),
M. J.C. Lupinacci (Uruguay),
M. Lin Yincal (Chine),

Comité de rédaction

Président: M. P.S. Rao (Inde),

Membres: M. M.P.F. Smith (Australie),
M. A. Zakharov (URSS),
M. S. Igwe (Nigéria),
M. A. Szekely (Mexique),
M. P. Vagogne (France),

Commission de vérification

des pouvoirs: M. K. Mutuale (Zaïre),
M. W. Hoffmann (République fédérale d'Allemagne),
M. P. Dietze (République démocratique allemande),
M. L. Baqueriz (Argentine),
M. M. N. Hassan (Malaisie),

14. Le principal document qui a servi de base aux délibérations de la Conférence était le projet de Convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (UNEP/IG.80/L.4, UNEP/IG.80/L.4/Add.1-5).

15. En outre, la Conférence était saisie de divers autres documents que le Secrétariat du PNUE avait mis à sa disposition.

16. La Conférence a approuvé la recommandation de sa Commission de vérification des pouvoirs tendant à ce que les pouvoirs des représentants des Etats participants énumérés au paragraphe 3 soient reconnus comme étant en bonne et due forme.

UNEP/IG.80/L.12

page 5

17. Sur la base des délibérations du Comité plénier, la Conférence a adopté, le 22 mars 1989, la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination. La Convention sera ouverte à la signature à Bâle le 22 mars 1989, au Ministère fédéral des Affaires étrangères de la Suisse à Berne du 23 mars 1989 au 30 juin 1989 et au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 1er juillet 1989 au 22 mars 1990.

18. La Conférence a également adopté des résolutions dont le texte est joint au présent Acte final.

19. Au moment de l'adoption de l'Acte final, plusieurs Etats ont fait des déclarations dont le texte sera joint au présent Acte final.

EN FOI DE QUOI les représentants ont signé le présent Acte final.

FAIT à Bâle le vint-deux mars mille neuf cent quatre-vingt neuf en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, les textes dans les six langues faisant également foi. Le texte original sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Résolution 1

Création d'un Groupe de travail spécial chargé d'examiner la nécessité d'établir des mécanismes pour la mise en oeuvre de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination

La Conférence.

Invite le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à mettre sur pied un Groupe spécial d'experts techniques et juridiques chargé d'examiner la nécessité d'établir des mécanismes pour la mise en oeuvre de cette Convention tel que prévu au paragraphe 4 e) de l'article 15 de la Convention.

Adoptée le 21 mars 1989

Résolution 2

Rapports entre la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et la Convention de Londres sur l'immersion

La Conférence.

Notant que l'élimination des déchets en mer fait l'objet de dispositions de la Convention sur la prévention de la pollution du milieu marin par l'immersion des déchets et d'autres substances (Convention de Londres sur l'immersion, 1972),

Notant également que la Convention interdit, entre autres, l'immersion de certains déchets et demande d'autre part aux Parties de communiquer des renseignements sur la nature et les quantités de toutes les substances dont l'immersion est autorisée ainsi que le lieu, la date et la méthode d'immersion,

Notant d'autre part qu'il faut réexaminer cette Convention compte tenu de la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, pour envisager de la modifier éventuellement;

1. Invite le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à porter à l'attention des Etats Parties à la Convention de Londres sur l'immersion et au Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (OMI) la nécessité de réexaminer les règles, règlements et pratiques existants en ce qui concerne l'immersion des déchets dangereux et d'autres déchets en mer compte tenu de la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination en vue de recommander toutes les mesures additionnelles nécessaires dans le cadre de la Convention de Londres sur l'immersion, y compris ses annexes, afin de contrôler et d'empêcher l'immersion de déchets dangereux et d'autres déchets en mer.

2. Invite le Directeur exécutif du PNUE à rendre compte des résultats de l'examen et des recommandations mentionnés ci-dessus au paragraphe 1 à la première réunion des Parties à la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

Adoptée le 21 mars 1989

Résolution 3

ResponsabilitéLa Conférence.

Reconnaissant la nécessité d'élaborer aussi rapidement que possible des règles concernant la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant d'un mouvement transfrontière et de l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets;

Prie le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) de:

a) Créer, en attendant que les Parties à leur première réunion décident de la façon d'appliquer l'article 12 de la Convention, un Groupe de travail spécial constitué d'experts juridiques et techniques chargé de mettre au point les éléments qui pourraient figurer dans un protocole sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant du mouvement transfrontière et de l'élimination de déchets dangereux et d'autres déchets;

b) De rendre compte des résultats des travaux dudit groupe à la première réunion des Parties.

Adoptée le 22 mars 1989

Résolution 4

Responsabilité des Etats concernant l'application de la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination

La Conférence.

Rappelant la résolution 43/212 adoptée le 20 décembre 1988 par l'Assemblée générale sur la responsabilité des Etats pour la défense de l'environnement et la prévention du mouvement international illégal, du déversement et de l'accumulation ainsi causée de produits et déchets toxiques et dangereux particulièrement préjudiciables aux pays en développement.

Rappelant également la résolution 42/183 adoptée le 11 décembre 1987 par l'Assemblée générale sur le mouvement des produits et des déchets toxiques et dangereux, ainsi que les résolutions 1988/70 relative aux mouvements des produits et des déchets toxiques et dangereux et 1988/71 relative à la Convention mondiale sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux adoptées le 28 juillet 1988 par le Conseil économique et social.

Rappelant d'autre part la résolution relative à l'immersion et à l'incinération de déchets toxiques et dangereux dans la région des Caraïbes adoptée en octobre 1987 par la quatrième réunion intergouvernementale sur le Plan d'action des Caraïbes, la résolution CM/Res. 1153 (XLVIII) adoptée en mai 1988 par le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'unité africaine sur le déversement des déchets nucléaires et industriels en Afrique, ainsi que le document final de la première réunion des Etats de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique sud adopté en juillet 1988 et dans lequel les représentants de ces Etats ont vivement condamné le transfert dans la région de déchets dangereux provenant d'autres parties du monde.

Rappelant également la résolution adoptée le 21 décembre 1988 par le Conseil des communautés européennes (OJ/C9/12 janvier 1989) concernant les mouvements transfrontaliers de déchets dangereux vers des pays tiers, la résolution (C(89)1(Final)) adoptée en janvier 1989 par le Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux ainsi que la Déclaration adoptée en mars 1989 par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur le contrôle et la réglementation des mouvements transfrontières de déchets toxiques.

Considérant la décision 14/30 adoptée le 17 juin 1987 par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), par laquelle le Conseil d'administration approuvait les Lignes directrices et Principes du Caire concernant la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux et autorisait le Directeur exécutif du PNUE à convoquer un groupe de travail composé d'experts juridiques et techniques chargé d'élaborer une Convention mondiale sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux, dans la perspective de l'adoption de la Convention par les gouvernements au début de 1989,

Profondément préoccupée par le fait qu'une partie des mouvements transfrontières de déchets dangereux et d'autres déchets ait lieu en violation des législations nationales existantes et des instruments juridiques internationaux pertinents ainsi que des lignes directrices et principes internationalement agréés, au détriment de l'environnement et de la santé publique de tous les pays, notamment les pays en développement.

Convaincue que ces problèmes ne pourront être résolus que par une coopération satisfaisante entre les membres de la communauté internationale,

Consciente de la nécessité immédiate de contrôler les mouvements transfrontières et l'élimination des déchets dangereux,

Exprimant le souhait que les dispositions de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination entrent en vigueur le plus tôt possible,

Ayant adopté la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination,

Notant avec satisfaction que la Convention a été ouverte à la signature le 22 mars 1989 à Bâle,

Considérant que d'ici son entrée en vigueur les mouvements de déchets dangereux peuvent causer des dommages graves pour la santé humaine et l'environnement,

1. Demande à tous les Etats, y compris ceux qui n'ont pas participé à la présente Conférence, de signer la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination et d'y devenir Partie ainsi que d'en appliquer les dispositions le plus tôt possible.
2. Invite instamment tous les Etats à développer sans délai la coopération dans les secteurs critiques entrant dans le champ d'application de la Convention,
3. Invite instamment tous les Etats à coopérer pour mettre au point des techniques qui conduiront à éliminer la production de déchets dangereux.
4. Exige que, jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention et l'élaboration de critères appropriés, tous les Etats s'abstiennent de mener des activités incompatibles avec les buts et les objectifs de la Convention.
5. Prie le Directeur exécutif du PNUE de transmettre la présente résolution au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et de la communiquer à tous les Etats et aux organisations d'intégration politique ou économique.

Adoptée le 22 mars 1989

Résolution 5

Harmonisation des procédures de la Convention de Bâle
sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux
et du Code de pratiques pour les transactions internationales
portant sur les déchets nucléaires

La Conférence.

Tenant compte de la résolution CM/Res.1153 (XLVIII) sur le déversement de déchets nucléaires et industriels en Afrique adoptée par l'Organisation de l'unité africaine en mai 1988,

Reconnaissant la nécessité d'harmoniser les procédures prévues par la présente Convention et le Code de pratiques internationalement agréées pour les transactions internationales portant sur des déchets nucléaires, qui est en cours d'élaboration à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), conformément à la résolution GC(XXXII)/Res/490 de septembre 1988,

Prie le Directeur exécutif du PNUB de porter cette question à l'attention du Conseil d'administration et du Directeur général de l'AIEA pour faire en sorte que les dispositions de la présente Convention soient pleinement prises en considération par l'AIEA lors de l'élaboration de procédures régissant les transactions internationales portant sur les déchets nucléaires.

Adoptée le 22 mars 1989

Résolution 6

Arrangements institutionnels et financiersLa Conférence.

Ayant adopté le 22 mars 1989 à Bâle la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

Consciente des risques pour la santé humaine et l'environnement que présentent les exportations irrégulières et illicites ainsi que l'élimination des déchets dangereux,

Convaincue de la nécessité d'intensifier la coopération internationale afin d'appliquer immédiatement les dispositions de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination adoptée à Bâle le vingt-deux mars 1989,

Rappelant que le secrétariat de la Convention constitue l'un des instruments de cette coopération internationale,

Rappelant qu'en application de l'article 16 de la Convention le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est chargé d'assurer les fonctions de secrétariat provisoire en attendant la fin de la première réunion ordinaire de la Conférence des Parties qui se tiendra conformément à l'article 15 de la Convention,

Rappelant en outre que c'est à la Conférence des Parties contractantes à sa première réunion qu'il incombe de décider des arrangements concernant le secrétariat de la Convention et son financement,

1. Prend note des estimations budgétaires préliminaires pour le secrétariat intérimaire telles que présentées par le PNUE;

2. Note également que le Directeur exécutif du PNUE est disposé à financer les coûts du secrétariat intérimaire pendant ses deux premières années de fonctionnement sous réserve de ressources disponibles dans le Fonds pour l'environnement;

3. Invite tous les signataires de la Convention et toutes les Parties à fournir au Directeur exécutif, sur une base volontaire, les fonds supplémentaires qui sont nécessaires pour le fonctionnement du secrétariat intérimaire prévu à l'article 16 de la Convention; et

4. Demande au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de prendre les mesures nécessaires pour que le secrétariat intérimaire de la Convention puisse démarrer ses activités le plus tôt possible après l'adoption de la Convention.

Résolution 7

Coopération entre l'Organisation maritime internationale
et le Programme des Nations Unies pour l'environnement
pour l'examen des règles, règlements et pratiques
existants en ce qui concerne le transport
des déchets dangereux par mer

La Conférence,

Reconnaissant les responsabilités des Etats côtiers en ce qui concerne la protection et la sauvegarde de l'environnement,

Tenant compte des conventions et accords internationaux existants en matière de protection du milieu marin,

Notant d'autre part qu'un certain nombre d'accords internationaux et régionaux ont porté sur la question de la protection et de la sauvegarde de l'environnement en cas de transport de déchets dangereux,

Conformément aux dispositions pertinentes de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination,

1. Invite le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (OMI), en consultation, le cas échéant, avec d'autres organisations internationales compétentes, à examiner les règles, règlements et pratiques existants en ce qui concerne le transport des déchets dangereux par mer compte tenu de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination en vue de recommander toutes les mesures additionnelles nécessaires, y compris l'information, la documentation et d'autres mesures de précaution, afin d'aider les Etats côtiers, les Etats du pavillon et les Etats du port à s'acquitter de leurs responsabilités en ce qui concerne la protection et la sauvegarde du milieu marin;

2. Invite le Directeur exécutif du PNUE à rendre compte des résultats de l'examen et des recommandations mentionnés ci-dessus au paragraphe 1 à la première réunion des Parties à la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

Adoptée le 22 mars 1989

Résolution 8

Création d'un Groupe de travail technique chargé d'élaborer des directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets visés par la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination

La Conférence,

Ayant adopté la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination,

Consciente de la nécessité de réduire au minimum les dommages que les mouvements transfrontières et l'élimination des déchets dangereux risquent de causer à la santé humaine et à l'environnement,

Convaincue de la nécessité d'élaborer des directives techniques pour aider à faire appliquer la Convention, compte tenu des travaux des organisations internationales compétentes,

Considérant qu'il est important d'examiner les incidences scientifiques, techniques et financières de l'application des directives, en particulier dans les pays en développement,

Demande au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de créer un Groupe de travail technique chargé d'élaborer un projet de directives techniques (y compris de déterminer le coût des diverses opérations d'élimination) pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets visés par la présente Convention, en vue de leur examen par les Parties à leur première réunion et de leur adoption ultérieure.

Adoptée le 22 mars 1989

Résolution 9

Message de remerciements au Gouvernement de la SuisseLa Conférence,

Réunie à Bâle du 20 au 22 mars 1989 à l'aimable invitation du Gouvernement de la Suisse,

Convaincue que les efforts déployés par le Gouvernement de la Suisse et par les autorités du Canton de Bâle pour fournir les installations, les locaux et les autres moyens nécessaires ont contribué de façon remarquable au déroulement harmonieux de ses travaux,

Profondément reconnaissante de la courtoisie et de l'hospitalité manifestées par le Gouvernement de la Suisse et par le Canton de Bâle envers les membres des délégations, les observateurs et les membres du secrétariat qui ont participé à la Conférence,

Exprime ses sincères remerciements au Gouvernement de la Suisse, aux autorités de Bâle et, par leur intermédiaire, au peuple suisse pour l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé à la Conférence et à toutes les personnes qui ont participé à ses travaux ainsi que pour les efforts qu'ils ont déployés en vue d'assurer le succès de la Conférence.

Adoptée le 22 mars 1989

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE DI BASILEA SUL CONTROLLO DEI MOVIMENTI
• TRANSFRONTALIERI DI RIFIUTI PERICOLOSI E DEL LORO SMALTIMENTO

PREAMBOLO

Le Parti alla presente Convenzione,

Consapevoli dei danni che i rifiuti pericolosi ed altri rifiuti, nonché i movimenti transfrontalieri di questi rifiuti rischiano di causare alla salute dell'uomo ed all'ambiente,

Tenendo presente la minaccia crescente derivante alla salute dell'uomo ed all'ambiente dalla complessità crescente e dallo sviluppo della produzione di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti e dai loro movimenti transfrontalieri,

Tenendo altresì presente che il modo più efficace di proteggere la salute dell'uomo e l'ambiente dai pericoli rappresentati da questi rifiuti è quello di ridurre al minimo la loro produzione dal punto di vista quantitativo e/o di rischio potenziale,

Convinte che gli Stati dovrebbero adottare i necessari provvedimenti per fare in modo che la gestione dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti, nonché i loro movimenti transfrontalieri ed il loro smaltimento sia compatibile con la protezione della salute dell'uomo e dell'ambiente in qualunque luogo tali rifiuti siano smaltiti,

Notando che gli Stati dovrebbero vigilare affinché il produttore adempia agli obblighi relativi al trasporto ed allo smaltimento dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti in maniera compatibile con la protezione dell'ambiente, qualunque sia il luogo in cui essi sono smaltiti,

Riconoscendo pienamente che ogni Stato possiede il diritto sovrano di vietare l'ingresso o lo smaltimento di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti di origine straniera nel suo territorio,

Riconoscendo altresì la tendenza crescente favorevole al divieto di movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento in altri Stati, in particolare nei paesi in via di sviluppo,

Convinte che i rifiuti pericolosi ed altri rifiuti dovrebbero essere smaltiti nello Stato nel quale sono stati prodotti, sempre che ciò sia compatibile con una gestione razionale ed efficace dal punto di vista ecologico;

Consapevoli altresì che i movimenti transfrontalieri di questi rifiuti dallo Stato nel quale sono prodotti verso ogni altro Stato dovrebbero essere autorizzati solo se realizzati in condizioni che non presentano alcun rischio per la salute dell'uomo e

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

l'ambiente e se sono conformi alle norme della presente Convenzione,

Considerando che un maggiore controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti incoraggerà una gestione di tali rifiuti razionale dal punto di vista ecologico nonché una riduzione del volume dei movimenti transfrontalieri corrispondenti,

Convinte che gli Stati dovrebbero prendere provvedimenti per assicurare uno scambio adeguato di informazioni ed un controllo effettivo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi ed di altri rifiuti in provenienza ed a destinazione di questi Stati,

Notando che un certo numero di accordi internazionali e regionali vertono sulla questione della tutela e della preservazione dell'ambiente in caso di transito di merci a rischio,

Tenendo conto della Dichiarazione della Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente (Stoccolma, 1972), delle Linee direttive e dei Principi del Cairo, relativi ad una gestione razionale dal punto di vista ecologico dei rifiuti pericolosi, adottati dal Consiglio di Amministrazione del Programma delle Nazioni Unite per l'Ambiente (UNEP) nella sua decisione 14/30 del 17 giugno 1987, delle Raccomandazioni del Comitato di esperti delle Nazioni Unite in materia di trasporto di merci a rischio (formulate nel 1957 ed aggiornate ogni due anni), delle Raccomandazioni, dichiarazioni, strumenti e regolamenti pertinenti adottati nell'ambito del sistema delle Nazioni Unite nonché dei lavori e studi effettuati da altre Organizzazioni internazionali e regionali,

Consapevoli dello spirito, dei principi, degli scopi e delle funzioni della Carta mondiale della Natura adottata dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite nella sua trentasettesima sessione (1982) come norma etica concernente la protezione dell'ambiente dell'uomo e la conservazione delle risorse naturali;

Affermando che gli Stati sono tenuti ad adempiere ai loro obblighi internazionali relativi alla protezione della salute dell'uomo ed alla protezione ed alla salvaguardia dell'ambiente e sono responsabili a questo proposito in conformità con il diritto internazionale;

Riconoscendo che, in caso di violazione sostanziale delle disposizioni della presente Convenzione o di ogni Protocollo ad essa relativo saranno applicate le disposizioni pertinenti del diritto internazionale dei trattati,

Consapevoli della necessità di continuare ad elaborare e ad applicare tecniche poco inquinanti e razionali dal punto di vista ecologico, nonché misure di riciclaggio ed adeguati sistemi di manutenzione e di gestione in vista di ridurre al minimo la produzione di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti,

Consapevoli altresì del fatto che la comunità internazionale è sempre più preoccupata della necessità di controllare rigorosamente i movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti e della necessità di ridurre per quanto possibile al minimo tali movimenti

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Preoccupati dal problema del traffico transfrontaliero illecito di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti,

Tenendo conto altresì' del fatto che i paesi in via di sviluppo hanno solo capacità limitate in materia di gestione di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti,

Riconoscendo che è necessario promuovere il trasferimento, soprattutto nei paesi in via di sviluppo, di tecniche destinate ad assicurare una gestione razionale dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti prodotti localmente in base alle Linee direttive del Cairo ed alla decisione 14/16 del Consiglio di Amministrazione dell'UNEP sulla promozione del trasferimento delle tecnologie di protezione dell'ambiente,

Riconoscendo altresì' che i rifiuti pericolosi ed altri rifiuti dovrebbero essere trasportati in conformità con le Convenzioni e le Raccomandazioni internazionali pertinenti,

Convinte altresì' che i movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti dovrebbero essere autorizzati solo se il trasporto e lo smaltimento finale di questi rifiuti sono razionali dal punto di vista ecologico,

Determinate a proteggere mediante un severo controllo la salute umana e l'ambiente dagli effetti nocivi che possono derivare dalla produzione e dalla gestione dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti.

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE:

Articolo primo
Portata della Convenzione

1. I rifiuti in appresso, che sono oggetto di movimenti transfrontalieri, saranno considerati come "rifiuti pericolosi" ai fini della presente Convenzione:

a) I rifiuti che appartengono ad una delle categorie figuranti all'Annesso I, e meno che non possiedano nessuna delle caratteristiche indicate all'Annesso III;

b) I rifiuti cui non si applicano le disposizioni del capoverso a) ma che sono definiti o considerati come a rischio dalla legislazione nazionale della Parte esportatrice, importatrice o di transito;

2. I rifiuti che appartengono ad una delle categorie figuranti all'Annesso II e che sono oggetto di movimenti transfrontalieri saranno considerati come "altri rifiuti" ai fini della presente Convenzione;

3. I rifiuti che, a causa della loro radioattività, sono sottoposti ad altri sistemi di controllo internazionale, compresi strumenti internazionali che si applicano specificamente alle materie radioattive, sono esclusi dall'ambito di applicazione della presente Convenzione.

4. I rifiuti provenienti dall'esercizio normale di una nave ed il cui scarico è oggetto di un altro strumento internazionale sono esclusi dall'ambito di applicazione della presente Convenzione.

Articolo 2 Definizioni

Ai fini della presente Convenzione:

1. Per "rifiuti" si intendono sostanze od oggetti che si smaltiscono, che si ha l'intento di smaltire o che si è tenuti a smaltire - in virtù delle norme del diritto interno;
2. Per "gestione" si intende la raccolta, il trasporto e lo smaltimento dei rifiuti pericolosi ovvero di altri rifiuti, compresa la sorveglianza dei siti di smaltimento;
3. Per "movimento transfrontaliero" si intende ogni movimento di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti provenienti da una zona appartenente alla competenza nazionale di uno Stato e destinati ad una zona appartenente alla competenza nazionale di un altro Stato, oppure che transitano su questa zona o su una zona che non dipende dalla competenza nazionale di alcun Stato oppure che transitano su questa zona, sempre che due Stati almeno siano interessati dal movimento ;
4. Per "smaltimento" si intende ogni operazione prevista all'Annesso IV della presente Convenzione;
5. Per "sito o installazione concordata" si intende un sito o una installazione nella quale lo smaltimento dei rifiuti pericolosi o di altri rifiuti avviene in virtù di una autorizzazione o di una licenza di utilizzazione rilasciata da un'autorità competente dello Stato nel quale si trovano il sito o l'installazione;
6. Per "Autorità competente" si intende l'autorità governativa designata da una Parte a ricevere, nella zona geografica che potrà essere determinata dalla Parte, la notifica di un movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti nonché di tutte le informazioni relative ed a prendere posizione riguardo a questa notifica come previsto dall'articolo 6;
7. Per "corrispondente" si intende l'organismo di una Parte menzionato all'articolo 5, incaricato di ricevere le informazioni previste agli articoli 13 e 16 e di trasmetterle;
8. Per "gestione razionale dal punto di vista ecologico dei rifiuti pericolosi o di altri rifiuti" si intendono tutti i provvedimenti pratici che consentono di assicurare che i rifiuti pericolosi o altri rifiuti sono gestiti in maniera tale da garantire la protezione della salute dell'uomo e dell'ambiente dagli effetti nocivi che tali rifiuti potrebbero avere;
9. Per "zona appartenente alla giurisdizione nazionale di uno Stato" si intende ogni zona terrestre, marittima o aerea all'interno della quale uno Stato esercita la sua competenza

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

amministrativa e regolamentare in conformità con il diritto internazionale in materia di protezione della salute umana o dell'ambiente;

10. Per "stato di esportazione" si intende ogni Parte nella quale si prevede l'avvio di un movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti o da cui ha luogo l'avvio di tale movimento;

11. Per "Stato d'importazione" si intende ogni Parte verso la quale è previsto o nella quale ha luogo un movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti per essere smaltiti o per essere caricati prima dello smaltimento in una zona che non appartiene alla giurisdizione nazionale di alcun Stato;

12. Per "stato di transito" si intende ogni Stato diverso dallo stato di esportazione o di importazione attraverso il quale è previsto o ha avuto luogo un movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti;

13. Per "Stati interessati" si intendono le Parti che sono Stati di esportazione o di importazione e gli Stati di transito, siano essi Parti o non Parti;

14. Per "persona" si intende ogni persona fisica o morale;

15. Per "esportatore" si intende ogni persona che dipende dalla giurisdizione dello Stato di esportazione e che procede all'esportazione di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti;

16. Per "importatore" si intende ogni persona che dipende dalla giurisdizione dello stato d'importazione e che procede all'importazione di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti;

17. Per "trasportatore" si intende ogni persona che trasporta rifiuti pericolosi o altri rifiuti;

18. Per "produttore" si intende ogni persona la cui attività produce rifiuti pericolosi o altri rifiuti oppure, se questa persona è sconosciuta, la persona che detiene questi rifiuti e/o li controlla;

19. Per "smaltitore" si intende ogni persona alla quale sono spediti dei rifiuti pericolosi o altri rifiuti e che effettua lo smaltimento di tali rifiuti;

20. Per "Organizzazione d'integrazione politica o economica" si intende ogni Organizzazione costituita da Stati sovrani ai quali gli Stati membri hanno conferito competenza nei settori disciplinati dalla presente Convenzione e che è stata debitamente autorizzata in conformità con le sue procedure interne, a firmare, ratificare, accettare approvare o confermare formalmente la Convenzione o ad aderirvi;

21. Per "traffico illecito" si intende ogni movimento di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti come precisato nell'articolo 9.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Definizioni nazionali dei rifiuti pericolosi

1. Ciascuna delle parti informa il Segretariato della Convenzione entro sei mesi dopo essere divenuta Parte della Convenzione, riguardo ai rifiuti diversi da quelli indicati negli Annessi I e II che sono considerati o definiti come pericolosi dalla sua legislazione nazionale, nonché riguardo ad ogni altra disposizione concernente le procedure in materia di movimento transfrontaliero applicabili a questi rifiuti;
2. Ciascuna delle Parti informa successivamente il Segretariato di ogni modifica importante delle informazioni da essa comunicate in applicazione del paragrafo 1;
3. Il Segretariato informa immediatamente tutte le Parti delle informazioni ricevute in applicazione dei paragrafi 1 e 2;
4. Le Parti sono tenute a porre a disposizione dei loro esportatori le informazioni che sono loro comunicate dal Segretariato in applicazione del paragrafo 3.

Articolo 4
Obblighi generali

1. Le Parti , quando esercitano il loro diritto di vietare l'importazione di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti ai fini del loro smaltimento ne informano le altre Parti in conformità con le disposizioni dell'articolo 13;
 - b) Le Parti vietano o non consentono l'esportazione di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti nelle Parti che hanno vietato l'importazione di tali rifiuti quando questo divieto è stato notificato in conformità con le disposizioni del capoverso a) di cui sopra;
 - c) Le parti vietano o non consentono l'esportazione di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti se lo Stato d'importazione non dà per iscritto il suo accordo specifico sull'importazione di questi rifiuti, qualora detto Stato non abbia vietato l'importazione di tali rifiuti;
2. Ciascuna Parte adotta le disposizioni necessarie per:
 - a) vigilare affinché la produzione di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti all'interno del paese sia ridotta al minimo, in considerazione di criteri sociali, tecnici ed economici;
 - b) provvedere all'installazione di adeguati impianti di smaltimento i quali dovranno per quanto possibile essere situati all'interno del paese, in vista di una gestione razionale dal punto di vista ecologico dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti ovunque essi siano smaltiti.
 - c) vigilare affinché le persone che si occupano della gestione dei rifiuti pericolosi o di altri rifiuti all'interno del paese prendano i provvedimenti necessari per prevenire l'inquinamento risultante da tale gestione e qualora tale inquinamento avvenga,

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

per ridurre al minimo le sue conseguenze per la salute dell'uomo e l'ambiente;

d) vigilare affinché i movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti siano ridotti ad un minimo compatibile con una gestione efficace e razionale dal punto di vista ecologico di detti rifiuti, e affinché siano effettuati in maniera da proteggere la salute dell'uomo e l'ambiente dagli effetti nocivi che potrebbero risultarne;

e) Vietare le esportazioni di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti destinati a Stati o gruppi di Stati appartenenti ad Organizzazioni d'integrazione politica o economica che sono Parti, in particolare i paesi in via di sviluppo che hanno vietato per mezzo della loro legislazione ogni importazione, *o, se* ha motivo di ritenere che i rifiuti in questione non saranno gestiti in tali Stati secondo metodi razionali dal punto di vista ecologico così come sono definiti in base ai criteri che saranno decisi dalle Parti nella loro prima riunione;

f) esigere che le informazioni concernenti i movimenti transfrontalieri previsti, di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti siano comunicate agli Stati interessati in conformità con l'Annesso V-A affinché possano valutare le conseguenze per la salute dell'uomo e l'ambiente dei movimenti previsti;

g) impedire le esportazioni di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti, se ha motivo di ritenere che i rifiuti in questione non saranno gestiti in base a metodi razionali dal punto di vista ecologico;

h) collaborare con le altre Parti e le altre Organizzazioni interessate, direttamente e tramite il Segretariato, in attività vertenti in particolare sulla divulgazione di informazioni sui movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti, al fine di migliorare la gestione razionale dal punto di vista ecologico di tali rifiuti ed impedirne il traffico illecito.

3. Le Parti considerano che il traffico illecito di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti costituisce reato.

4. Ciascuna Parte adotta le misure giuridiche, amministrative e di altra natura necessarie per attuare e far rispettare le disposizioni della presente Convenzione, comprese le misure necessarie a prevenire ed a reprimere ogni comportamento che contravvenga alla Convenzione.

5. Le Parti non autorizzano le esportazioni di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti verso uno Stato non Parte, nè l'importazione di tali rifiuti in provenienza da uno Stato non Parte.

6. Le Parti convengono di vietare l'esportazione di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti in vista del loro smaltimento nella zona situata a Sud del sessantesimo parallelo dell'emisfero Sud a prescindere dal fatto che questi rifiuti siano oggetto o meno di un movimento transfrontaliero.

7. Inoltre, ciascuna parte:

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

a) vieta ad ogni persona sottoposta alla sua giurisdizione nazionale di trasportare od eliminare rifiuti pericolosi o altri rifiuti a meno che la persona in questione non sia autorizzata o abilitata a procedere a questo tipo di operazione;

b) esige che i rifiuti pericolosi ed altri rifiuti che debbono essere oggetto di un movimento transfrontaliero siano imballati, etichettati e trasportati in conformità con le regole e norme internazionali generalmente accettate e riconosciute in materia di imballaggio, di etichettatura e di trasporto e che si tenga debitamente conto delle prassi ammesse a livello internazionale in materia;

c) esige che i rifiuti pericolosi ed altri rifiuti siano corredati da un documento comprovante il movimento dal suo luogo di origine fino al luogo di smaltimento.

8. Ciascuna Parte esige che i rifiuti pericolosi o altri rifiuti la cui esportazione è prevista, siano gestiti secondo metodi razionali dal punto di vista ecologico nello Stato d'importazione o altrove. Nella loro prima riunione, le parti stabiliranno direttive tecniche per la gestione razionale dal punto di vista ecologico dei rifiuti che rientrano nell'ambito della presente Convenzione.

9. Le Parti adottano i provvedimenti richiesti affinché i movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti siano autorizzati unicamente :

a) Se lo Stato di esportazione non dispone dei mezzi tecnici e degli impianti necessari o dei siti di smaltimento necessari per eliminare i rifiuti in questione secondo metodi razionali ed efficaci dal punto di vista ecologico;

b) oppure se i rifiuti in questione costituiscono una materia grezza necessaria alle industrie di riciclaggio o di recupero dello Stato di importazione; oppure

c) Se il movimento transfrontaliero in questione è conforme ad altri criteri che saranno stabiliti dalle Parti sempre che essi non siano in contraddizione con gli scopi della presente Convenzione.

10. L'obbligo, ai sensi della presente Convenzione, degli Stati produttori di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti di esigere che i rifiuti siano gestiti secondo metodi razionali dal punto di vista ecologico non può in alcun caso essere traslato allo Stato d'importazione o di transito.

11. Nulla nella presente Convenzione impedisce ad una Parte di imporre condizioni supplementari compatibili con le disposizioni della presente Convenzione e conformi alle regole del diritto internazionale al fine di meglio proteggere la salute dell'uomo e l'ambiente.

12. Nessuna disposizione della presente Convenzione pregiudicherà in qualsiasi maniera la sovranità degli Stati sulle loro acque territoriali, stabilita in conformità con il diritto

internazionale o i diritti sovrani e la giurisdizione che esercitano gli Stati nella loro zona economica esclusiva e sulla loro piattaforma continentale in conformità con il diritto internazionale e neppure l'esercizio da parte di navi e di aeromobili di tutti gli Stati, dei diritti della libertà di navigazione come regolati dal diritto internazionale e come risultano da strumenti internazionali pertinenti.

13. Le Parti si impegnano ad esaminare periodicamente la possibilità di ridurre il volume e/o il potenziale di inquinamento dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti che sono esportati verso altri Stati in particolare verso i paesi in via di sviluppo.

Articolo 5Designazione delle autorità competenti e del corrispondente

Al fine di facilitare l'applicazione della presente Convenzione le Parti:

1. Nominano o istituiscono una o più Autorità competenti ad un corrispondente. Un'autorità competente è designata a ricevere le notifiche in caso di Stato di transito.
2. Informano il Segretariato, entro tre mesi a decorrere dall'entrata in vigore della Convenzione nei loro confronti, degli organi che esse hanno designato come corrispondente ed autorità competenti.
3. Informano il Segretariato di ogni modifica apportata alle nomine che esse hanno effettuato in attuazione del par.2 precedente entro un mese a decorrere dalla data in cui la modifica è stata decisa.

Articolo 6Movimenti transfrontalieri tra le Parti

1. Lo Stato di esportazione informa per iscritto, tramite l'Autorità competente dello Stato di esportazione, l'autorità competente degli Stati interessati di ogni movimento attraverso la frontiera di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti previsti, oppure esige dal produttore o dall'esportatore che essi lo facciano. Tali notifiche debbono contenere le dichiarazioni e le informazioni specificate all'Annesso V-A, redatte in una lingua accettabile per lo Stato di importazione. A ciascuno degli Stati interessati è inviata una sola notifica.
2. Lo Stato d'importazione dà per iscritto avviso di ricevimento della notifica a colui che l'ha fornita autorizzando il movimento con o senza riserva oppure rifiutando l'autorizzazione di procedere al movimento, oppure richiedendo un supplemento d'informazione. Una copia della risposta definitiva dello Stato d'importazione è inviata alle autorità competenti degli Stati interessati che sono Parti.
3. Lo Stato di esportazione non autorizza il produttore o l'esportatore a dare il via prima di avere ricevuto la conferma per iscritto che:
 - a) l'autore della notifica ha ricevuto il consenso per iscritto dello Stato d'importazione;
 - b) L'autore della notifica ha ricevuto dallo Stato d'importazione la conferma dell'esistenza di un contratto tra l'esportatore e lo smaltitore specificante una gestione razionale dal punto di vista ecologico dei rifiuti considerati.
4. Ciascun Stato di transito che è parte dà immediatamente avviso di ricevimento della notifica a colui che l'ha inviata. Può ulteriormente prendere posizione per mezzo di una risposta per iscritto all'autore della notifica entro 60 giorni autorizzando il movimento con o senza riserva, oppure rifiutando l'autorizzazione

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

a) procedere al movimento, oppure richiedendo un supplemento di informazione. Lo Stato di esportazione non autorizza l'avvio del movimento transfrontaliero prima di aver ricevuto il consenso per iscritto dello Stato di transito. Tuttavia, se, in qualsiasi momento, una Parte decide di non domandare un accordo preliminare per iscritto, generale o con condizioni particolari, per quanto riguarda movimenti transfrontalieri di transito di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti, o se modifica le sue esigenze a questo proposito, essa informa immediatamente le altre Parti della sua decisione in conformità con le disposizioni dell'articolo 13. In questo caso, se lo Stato di esportazione non riceve risposta entro 60 giorni a decorrere dalla ricezione della notifica data dallo Stato di transito, lo Stato di esportazione può autorizzare che tale esportazione avvenga attraverso lo Stato di transito.

5. Se, in un movimento transfrontaliero di rifiuti, questi rifiuti sono giuridicamente definiti o considerati come pericolosi unicamente:

a) dallo Stato di esportazione, le disposizioni del paragrafo 9 del presente articolo che si applicano all'importatore o allo smaltitore ed allo Stato di importazione si applicheranno mutatis mutandis rispettivamente all'esportatore ed allo Stato di esportazione;

b) dallo Stato di importazione o dagli Stati di importazione e di transito che sono Parti, le disposizioni dei paragrafi 1, 3, 4 e 6 del presente articolo che si applicano all'esportatore ed allo Stato di esportazione si applicheranno mutatis mutandis rispettivamente all'importatore o allo smaltitore ed allo Stato d'importazione;

c) per ogni Stato di transito che è Parte, le disposizioni del paragrafo 4 si applicheranno a detto Stato.

6. Lo Stato di esportazione può, fatto salvo il consenso scritto degli Stati interessati, autorizzare il produttore o l'esportatore ad utilizzare una procedura di notifica generale quando rifiuti pericolosi o altri rifiuti aventi uguali caratteristiche fisiche o chimiche sono regolarmente spediti allo stesso smaltitore attraverso lo stesso posto doganale di uscita dello Stato di esportazione, lo stesso posto doganale di entrata del paese d'importazione, ed, in caso di transito, attraverso gli stessi posti doganali di entrata e di uscita del o degli Stati di transito.

7. Gli Stati interessati possono subordinare il loro consenso scritto all'uso della procedura di notifica generale di cui al paragrafo 6 per la comunicazione di talune informazioni come il quantitativo esatto dei rifiuti pericolosi o di altri rifiuti da spedire, oppure l'elenco periodico di tali rifiuti.

8. La notificazione generale ed il consenso scritto di cui ai paragrafi 6 e 7 possono concernere spedizioni multiple di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti per un periodo massimo di 12 mesi.

9. Le Parti esigono da ogni persona che prende a carico un movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti che essa firmi il documento di movimento

alla consegna o al ricevimento dei rifiuti in questione. Esse esigono altresì che lo smaltitore dia avviso all'esportatore ed all'autorità competente dello Stato di esportazione del ricevimento dei rifiuti in questione ed in tempo utile, del completamento delle operazioni di smaltimento in base alle modalità indicate nella notifica. Se tale informazione non è ricevuta dallo stato di esportazione l'autorità competente di questo Stato o l'esportatore ne informano lo Stato d'importazione.

10. La notifica e la risposta richieste ai sensi del presente articolo sono comunicate all'Autorità competente delle Parti interessate all'organo governativo competente nel caso di Stati non Parti.

11. Gli Stati di importazione o di transito che sono Parti possono esigere come condizione di entrata che ogni movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti sia coperto da una assicurazione, cauzione o altre garanzie.

Articolo 7

Movimenti transfrontalieri in provenienza da una Parte attraverso il territorio di Stati che non sono Parti

Le disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 6 della Convenzione si applicano mutatis mutandis ai movimenti attraverso la frontiera di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti provenienti da una Parte attraverso uno o più Stati che non sono Parti.

Articolo 8

Obbligo di reimportazione

Quando un movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti autorizzato dagli Stati interessati, fatte salve le disposizioni della presente Convenzione non può essere portato a termine in conformità con le clausole del contratto, lo Stato di esportazione si accerta - se altre disposizioni non possono essere adottate per smaltire i rifiuti in base a metodi razionali dal punto di vista ecologico entro 90 giorni a decorrere dal momento in cui lo Stato interessato ha dato avviso allo Stato di esportazione ed al Segretariato o in ogni altro periodo deciso di comune accordo tra gli Stati interessati, - che l'esportatore reintroduca questi rifiuti nello Stato di esportazione. A tal fine lo Stato di esportazione ed ogni Parte di transito non si opporranno alla reimportazione di questi rifiuti nello Stato di esportazione né la intralceranno o la impediranno.

Articolo 9

Traffico illecito

1. Ai fini della presente Convenzione si riterrà che ogni movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti costituisce un traffico illecito se:

a) è effettuato senza che ne sia stata data notifica a tutti gli Stati interessati in conformità con le disposizioni della presente Convenzione; oppure

b) è effettuato senza il consenso che deve essere dato dallo

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Stato interessato in conformità con le disposizioni della presente Convenzione; oppure

c) è effettuato con il consenso degli Stati interessati ottenuto per mezzo di falsificazione, falsa dichiarazione o frode; oppure

d) non è conforme materialmente ai documenti; oppure

e) comporta uno smaltimento deliberato (ad esempio riversamento) di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti in violazione delle disposizioni della presente Convenzione e dei principi generali del diritto internazionale.

2. Se un movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti è considerato come traffico illecito a causa del comportamento dell'esportatore o del produttore lo Stato di esportazione si accerta che i rifiuti pericolosi in questione siano:

a) ripresi dall'esportatore o dal produttore o, se del caso, da esso stesso sul suo territorio, oppure se ciò è impossibile,

b) smaltiti in altra maniera in conformità con le disposizioni della presente Convenzione entro 30 giorni a decorrere dal momento in cui lo Stato di esportazione è stato informato del traffico illecito o entro ogni altro termine che potrebbe essere stabilito di comune accordo tra le Parti. A tal fine le Parti interessate non si opporranno al rientro di questi rifiuti nello Stato di esportazione né lo intralcieranno o lo impediranno.

3. Se un movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti è considerato come traffico illecito in ragione del comportamento dell'importatore o dello smaltitore lo Stato d'importazione si accerta che i rifiuti pericolosi in questione siano smaltiti in maniera razionale dal punto di vista ecologico dall'importatore o dallo smaltitore o, se del caso da esso stesso, entro 30 giorni a decorrere dal momento in cui il traffico illecito è stato notato dallo Stato d'importazione o entro ogni altro termine che potrebbe essere stabilito di comune accordo tra gli Stati interessati. A tal fine le Parti interessate collaborano secondo le necessità, per smaltire i rifiuti secondo metodi razionali dal punto di vista ecologico.

4. Se la responsabilità del traffico illecito non può essere attribuita né all'esportatore né al produttore né all'importatore o allo smaltitore, le Parti interessate o altre Parti se del caso, collaborano per accertarsi che i rifiuti pericolosi in questione siano eliminati il prima possibile in base a metodi razionali dal punto di vista ecologico nello Stato di esportazione, nello Stato d'importazione o altrove, se del caso.

5. Ciascuna Parte adotta le leggi nazionali/interne necessarie per vietare e reprimere severamente il traffico illecito. Le Parti collaborano in vista di conseguire gli obiettivi enunciati nel presente articolo.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

1. Le Parti collaborano tra di loro al fine di migliorare e di garantire la gestione razionale dal punto di vista ecologico dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti.

2. A tal fine le Parti:

a) comunicano a richiesta informazioni su base bilaterale o multilaterale al fine di incoraggiare la gestione razionale dal punto di vista ecologico dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti anche per mezzo della armonizzazione delle norme e prassi tecniche dirette ad una gestione corretta dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti;

b) collaborano in vista di sorvegliare gli effetti della gestione dei rifiuti pericolosi sulla salute umana e sull'ambiente;

c) collaborano, sotto riserva delle disposizioni delle loro leggi, regolamentazioni e politiche nazionali, alla definizione ed all'applicazione di nuove tecniche razionali da un punto di vista ecologico che producano pochi rifiuti, nonché al miglioramento delle tecniche esistenti per eliminare, per quanto possibile la produzione di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti ed elaborare metodi più efficaci per garantirne la gestione in maniera razionale dal punto di vista ecologico esaminando in particolare le conseguenze economiche, sociali ed ambientali dell'adozione di queste innovazioni o perfezionamenti tecnici;

d) cooperano attivamente, fatte salve le disposizioni delle loro leggi, regolamentazioni e politiche nazionali al trasferimento delle tecniche relative ad una gestione razionale dal punto di vista ecologico dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti, e dei sistemi di organizzazione di tale gestione. Esse collaborano altresì per favorire lo sviluppo dei mezzi tecnici delle Parti ed in particolare di quelle che avessero bisogno di assistenza tecnica in questo campo e ne facessero la richiesta;

e) collaborano alla elaborazione di direttive tecniche e/o di adeguati manuali d'uso.

3. Le Parti utilizzeranno adeguati mezzi di collaborazione per aiutare i paesi in via di sviluppo ad applicare le disposizioni contenute nei capoversi a), b) e c) del paragrafo 2 dell'art.4.

4. In considerazione dei fabbisogni dei paesi in via di sviluppo la cooperazione tra le Parti e le Organizzazioni internazionali competenti sarà incoraggiata al fine di promuovere tra l'altro la sensibilizzazione del pubblico lo sviluppo di una gestione razionale dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti nonché l'adozione di nuove tecniche poco inquinanti.

Articolo 11

Accordi bilaterali, multilaterali e regionali

1. Nonostante le disposizioni dell'articolo 4, paragrafo 5, le Parti possono stipulare accordi o intese bilaterali, multilaterali o regionali relative ai movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti con Stati che siano Parti o non, a condizione che tali Accordi o intese non siano in deroga alla

gestione razionale da un punto di vista ecologico dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti stabiliti nella presente Convenzione. Questi accordi o intese devono enunciare disposizioni che non siano meno razionali dal punto di vista ecologico di quelle previste nella presente Convenzione, tenuto conto in particolare degli interessi dei paesi in via di sviluppo.

2. Le Parti notificano al Segretariato ogni accordo o intesa bilaterale multilaterale o regionale di cui al paragrafo 1, nonché quelle da essi stipulate prima dell'entrata in vigore nei loro confronti della presente Convenzione, al fine di controllare i movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti che si svolgono interamente tra le Parti ai suddetti accordi. Le disposizioni della presente Convenzione non hanno effetto per quanto riguarda i movimenti transfrontalieri conformi a tali accordi a condizione che questi ultimi siano compatibili con il trattamento razionale dal punto di vista ecologico dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti così come stabilito nella presente Convenzione.

Articolo 12

Consultazioni per quanto riguarda le questioni di responsabilità

Le Parti collaborano in vista di adottare il prima possibile un Protocollo che stabilisca appropriate procedure per quanto riguarda la responsabilità e l'indennizzo in caso di danni risultanti da un movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti.

Articolo 13

Comunicazione delle informazioni

1. Le Parti si accertano affinché ogni qualvolta ne siano venute a conoscenza, in caso di incidente verificatosi durante un movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti o il loro smaltimento, suscettibile di presentare rischi per la salute dell'uomo e per l'ambiente di altri Stati questi ultimi ne siano immediatamente informati.

2. Le Parti si informano reciprocamente tramite il Segretariato:

a) delle modifiche concernenti la nomina delle autorità competenti e/o dei corrispondenti in conformità con l'articolo 5;

b) delle modifiche nella definizione nazionale dei rifiuti pericolosi in conformità con l'articolo 3;
e, non appena possibile,

c) delle decisioni da esse prese di non autorizzare, in tutto o in parte l'importazione di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti ai fini del loro smaltimento in una zona sottoposta alla loro giurisdizione nazionale;

d) delle decisioni da esse adottate al fine di limitare o di vietare le esportazioni di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti;

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

e) di ogni altra informazione richiesta in conformità con il paragrafo 4 del presente Articolo.

3. Le Parti, in conformità con le leggi e le regolamentazioni nazionali trasmettono alla Conferenza delle Parti istituita in applicazione dell'articolo 15, tramite il Segretariato e prima della fine di ogni anno civile un rapporto sull'anno civile precedente contenente le seguenti informazioni:

a) Le autorità competenti ed i corrispondenti da esse nominati, in conformità con l'articolo 5;

b) Informazioni sui movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti a cui esse hanno partecipato ed in particolare:

i) il quantitativo esportato di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti, la categoria alla quale appartengono e le loro caratteristiche, la loro destinazione l'eventuale paese di transito ed il metodo di smaltimento utilizzato come specificato nella loro dichiarazione;

ii) il quantitativo importato di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti, la categoria alla quale appartengono e le loro caratteristiche, la loro origine ed il metodo di smaltimento utilizzato;

iii) gli smaltimenti ai quali non si è proceduto come previsto;

iv) gli sforzi intrapresi per poter ridurre il volume di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti che sono oggetto di movimenti transfrontalieri.

c) informazioni sulle misure da esse adottate in vista dell'applicazione della presente Convenzione;

d) informazioni sui dati statistici pertinenti da esse compilati relativi agli effetti della produzione, del trasporto e dello smaltimento di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti sulla salute dell'uomo e sull'ambiente;

e) informazioni sugli accordi e sulle intese bilaterali, multilaterali e regionali stipulate in attuazione dell'articolo 12 della presente Convenzione;

f) informazioni sugli incidenti sopravvenuti durante i movimenti transfrontalieri e sullo smaltimento dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti e sui provvedimenti presi per farvi fronte;

g) informazioni relative ai vari metodi di smaltimento utilizzati nella zona dipendente dalla loro giurisdizione nazionale;

h) informazioni sui provvedimenti presi per la definizione di tecniche volte a ridurre e/o a smaltire la produzione di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti;

i) ogni altra informazione su questioni che potranno essere ritenute utili dalla Conferenza delle Parti.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4. Le Parti in conformità con le leggi e le regolamentazioni nazionali vigilano affinché una copia di ciascuna notifica relativa ad un determinato movimento transfrontaliero di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti e di ciascuna presa di posizione relativa sia inviata al Segretariato, qualora ciò sia richiesto da una Parte il cui ambiente rischia di essere pregiudicato da tale movimento transfrontaliero.

Articolo 14Questioni finanziarie

1. Le Parti stabiliscono di comune accordo di istituire, in funzione delle particolari esigenze delle varie regioni e suddivisioni regionali, centri regionali e sotto-regionali di formazione e di trasferimento di tecnologi a per la gestione dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti e la riduzione della loro produzione. Le Parti decideranno in merito all'istituzione di adeguati meccanismi di finanziamento di natura volontaria.

2. Le Parti prevederanno la creazione di un fondo rinnovabile per l'assistenza temporanea in caso di situazioni di emergenza al fine di limitare al minimo i danni causati da incidenti provocati dal movimento transfrontaliero o dallo smaltimento dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti.

Articolo 15Conferenza delle Parti

1. E' istituita una Conferenza delle Parti. La prima sessione della Conferenza delle parti sarà convocata dal Direttore Esecutivo dell'UNEP non oltre un anno dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione. In seguito le sessioni ordinarie della Conferenza delle Parti si svolgeranno regolarmente, secondo la frequenza determinata dalla Conferenza nella sua prima sessione.

2. Potranno svolgersi, in ogni altro momento, sessioni straordinarie della Conferenza delle Parti qualora la Conferenza lo ritenga necessario oppure dietro richiesta scritta di una Parte, sotto riserva che tale richiesta sia appoggiata da un terzo almeno delle parti entro i sei mesi successivi alla comunicazione di tale richiesta alle Parti da parte del Segretariato.

3. La Conferenza delle Parti stabilirà ed adotterà per consenso il suo Regolamento interno e quello di ogni organo sussidiario che essa potrà istituire, nonché il regolamento finanziario per stabilire in particolar modo la partecipazione finanziaria delle Parti in base alla presente Convenzione.

4. Nella loro prima riunione, le Parti esamineranno ogni eventuale misura supplementare necessaria per aiutarle ad adempiere ai loro obblighi per quanto concerne la protezione e la salvaguardia dell'ambiente marino nell'ambito della presente Convenzione.

5. La Conferenza delle Parti esamina in maniera permanente l'applicazione della presente Convenzione ed inoltre:

a) incoraggia l'armonizzazione delle politiche, strategie e provvedimenti necessari a ridurre al minimo i danni causati alla

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

salute dell'uomo ed all'ambiente dai rifiuti pericolosi ed altri rifiuti:

b) esamina ed adotta a seconda della convenienza, gli emendamenti alla presente Convenzione ed ai suoi annessi, tenendo conto in particolar modo delle informazioni scientifiche, tecniche, economiche ed ecologiche disponibili,

c) esamina ed adotta ogni altro provvedimento necessario per il perseguimento degli obiettivi della presente Convenzione in funzione degli insegnamenti tratti dalla sua applicazione e dell'attuazione degli accordi e delle intese di cui all'articolo 11;

d) esamina ed adotta, se necessario, Protocolli;

e) crea gli organi sussidiari ritenuti necessari all'applicazione della presente Convenzione.

6. L'Organizzazione delle Nazioni Unite e le sue Istituzioni specializzate nonché ogni Stato non Parte alla presente Convenzione possono farsi rappresentare in qualità di osservatori alle sessioni della Conferenza delle Parti. Ogni altro organo o organismo nazionale o internazionale, governativo o non governativo, qualificato nei settori correlati ai rifiuti pericolosi o ad altri rifiuti che ha informato il Segretariato del suo desiderio di farsi rappresentare in qualità di osservatore ad una sessione della Conferenza delle Parti può essere ammesso a prendervi parte, a meno che un terzo almeno delle Parti presenti non vi sollevi obiezioni. L'accettazione e la partecipazione degli osservatori sono subordinate al rispetto del Regolamento interno della Conferenza delle Parti.

7. Tre anni dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione ed in seguito almeno ogni sei anni, la Conferenza delle Parti procede ad una valutazione della sua efficacia e qualora lo ritenga necessario prende in considerazione l'adozione di un divieto totale o parziale di movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti alla luce delle informazioni scientifiche, ambientali, tecniche ed economiche più recenti.

Articolo 16 Segretariato

1. Le funzioni del Segretariato sono le seguenti:

a) organizzare le riunioni previste agli articoli 15 e 17 e provvedere ai servizi relativi;

b) redigere e trasmettere rapporti fondati sulle informazioni ricevute in conformità con gli articoli 3,4,5,6,11, e 13 nonché sulle informazioni ottenute in occasione delle riunioni degli organi sussidiari creati in virtù dell'articolo 15, e, se del caso, sulle informazioni fornite dagli organismi intergovernativi o non governativi competenti;

c) redigere rapporti sulle attività svolte nell'esercizio delle funzioni che gli sono conferite in virtù della presente Convenzione e sottoporli alla Conferenza delle parti;

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- d) assicurare il coordinamento necessario con gli organismi internazionali competenti ed in particolare stipulare le intese amministrative e contrattuali che potrebbero essergli necessarie per svolgere con efficacia le sue funzioni;
- e) comunicare con i corrispondenti ed autorità competenti designate dalle Parti in conformità con l'articolo 5 della presente Convenzione;
- f) raccogliere informazioni sugli impianti ed i siti nazionali che sono stati ritenuti di comune accordo disponibili per lo smaltimento dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti delle Parti, e diffondere tali informazioni alle Parti.
- g) ricevere le informazioni provenienti dalle Parti e comunicar loro informazioni relative a:
- le fonti di assistenza tecnica e di formazione;
 - le competenze scientifiche e tecniche disponibili;
 - le fonti di consulenza e servizi di esperti;
 - le risorse disponibili;
- onde assisterle, a loro richiesta, in settori come:
- la gestione del sistema di notificazione previsto dalla presente Convenzione;
 - la gestione dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti;
 - le tecniche razionali da un punto di vista ecologico, relative ai rifiuti pericolosi e ad altri rifiuti come le tecniche poco inquinanti e senza scorie;
 - la valutazione di mezzi e siti di smaltimento;
 - la sorveglianza di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti;
 - gli interventi in caso di emergenza;
- h) Comunicare alle Parti, a loro richiesta, le informazioni relative ai consulenti o agli uffici Studi in possesso delle competenze tecniche richieste, che potranno essere loro utili per esaminare una notifica di movimento transfrontaliero, verificare che una spedizione di rifiuti pericolosi o di altri rifiuti è conforme alla notifica pertinente e/o che gli impianti proposti per lo smaltimento dei rifiuti pericolosi o di altri rifiuti sono razionali dal punto di vista ecologico, se hanno motivo di ritenere che i rifiuti in questione non sarebbero gestiti in maniera razionale dal punto di vista ecologico. Qualsiasi esame di questo tipo non sarà a carico del Segretariato;
- i) aiutare le Parti a loro richiesta, a scoprire casi di traffico illecito ed a comunicare immediatamente alle Parti interessate tutte le informazioni che avrà ricevuto sui traffici illeciti;
- j) collaborare con le Parti e con le organizzazioni ed istituzioni internazionali interessate e competenti, per fornire

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

gli esperti ed il materiale necessari ad un'assistenza rapida agli Stati in caso di emergenza;

k) adempiere ad altre funzioni che rientrino nell'ambito della presente Convenzione e che la Conferenza delle Parti può decidere di assegnargli.

2. Le funzioni del Segretariato saranno temporaneamente svolte dall'UNEP fino alla fine della prima riunione della Conferenza delle Parti svoltasi in conformità con l'articolo 15.

3. Nella sua prima riunione la Conferenza delle Parti nominerà il Segretariato tra le organizzazioni internazionali competenti esistenti che si sono proposte per svolgere le funzioni di segretariato previste dalla presente Convenzione. Durante questa sessione la Conferenza delle Parti valuterà anche come il Segretariato ad interim ha espletato le funzioni che gli sono state affidate, in particolare ai sensi del paragrafo 1 di cui sopra, ed essa deciderà in merito alle strutture che saranno necessarie per l'esercizio delle sue funzioni.

Articolo 17

Emendamenti alla Convenzione

1. Ciascuna Parte può proporre emendamenti alla presente Convenzione ed ogni parte ad un Protocollo può proporre emendamenti a tale Protocollo. Tali emendamenti tengono debitamente conto inter alia di considerazioni scientifiche e tecniche pertinenti.

2. Gli emendamenti, alla presente Convenzione sono adottati nelle riunioni della Conferenza delle Parti. Gli emendamenti ad un Protocollo sono adottati durante le riunioni delle Parti al Protocollo in esame. Il testo di ogni emendamento che ci si propone di apporre alla presente Convenzione o ai Protocolli sarà comunicato dal Segretariato alle Parti almeno sei mesi prima della riunione nella quale sarà proposto per essere approvato, salvo diverse disposizioni in tali Protocolli. Il Segretariato comunica anche, per informazione, gli emendamenti proposti ai firmatari della presente Convenzione.

3. Le Parti non lesinano alcuno sforzo per raggiungere un accordo per consenso su ogni emendamento proposto alla presente Convenzione. Qualora siano stati esauriti tutti gli sforzi diretti ad un consenso senza raggiungere un accordo, l'emendamento è adottato in ultima analisi con un voto a maggioranza di tre quarti delle Parti presenti alla riunione e che hanno espresso il loro voto e sarà sottoposto dal depositario a tutte le Parti per ratifica, approvazione, conferma formale o accettazione;

4. La procedura enunciata al paragrafo 3 precedente si applica all'adozione, degli emendamenti ai Protocolli con la differenza che è sufficiente la maggioranza di due terzi delle Parti ai protocolli in esame, presenti alla riunione e che hanno espresso il loro voto.

5. Gli strumenti di ratifica, di approvazione e di conferma formale o di accettazione degli emendamenti sono depositati presso il depositario. Gli emendamenti adottati in conformità con i

paragrafi 3 o 4 precedenti entrano in vigore tra le Parti che li hanno accettati il novantesimo giorno dopo che il depositario avrà ricevuto il loro strumento di ratifica, di approvazione, di conferma formale o di accettazione da parte di tre quarti almeno delle Parti che li hanno accettati oppure di due terzi almeno delle Parti al Protocollo in esame che li hanno accettati, salvo disposizione contraria di tale Protocollo. Gli emendamenti entrano in vigore nei confronti di ogni altra Parte il novantesimo giorno dopo il deposito da detta Parte del suo strumento di ratifica, di approvazione, di conferma formale o di accettazione degli emendamenti.

6. Ai fini del presente Articolo, l'espressione "Parti presenti e che hanno espresso il loro voto" indica le Parti presenti che hanno espresso un voto affermativo o negativo.

Articolo 18

Adozione degli annessi e loro emendamenti

1. Gli annessi alla presente Convenzione o ad ogni Protocollo ad essa relativo sono parte integrante della Convenzione o del Protocollo in esame e salvo espressa disposizione contraria ogni riferimento alla presente Convenzione oppure ai suoi Protocolli è anche un riferimento agli Annessi a tali strumenti. Tali annessi sono limitati ad argomenti scientifici, tecnici ed amministrativi.

2. Salvo disposizione contraria dei Protocolli concernenti i loro annessi, la proposta, l'adozione e l'entrata in vigore di Annessi supplementari alla presente Convenzione o ai Protocolli relativi sono regolate dalla seguente procedura:

a) gli Annessi alla presente Convenzione ed ai suoi Protocolli sono proposti ed adottati in base alla procedura illustrata nei paragrafi 2, 3, e 4 dell'articolo 17;

b) ogni Parte che non è in grado di accettare un Annesso supplementare alla presente Convenzione o ad uno dei Protocolli di cui è Parte, lo notifica per iscritto al Depositario entro i sei mesi susseguenti alla data della comunicazione da parte del Depositario, dell'avvenuta adozione. Quest'ultimo informa immediatamente tutte le Parti di ogni notifica ricevuta. Una Parte può in ogni momento accettare un Annesso riguardo al quale aveva in precedenza sollevato obiezioni e tale Annesso entra quindi in vigore nei confronti di tale Parte;

c) alla scadenza di un termine di sei mesi a decorrere dalla data dell'invio della comunicazione da parte del Depositario, l'Annesso entra in vigore nei confronti di tutte le Parti alla presente Convenzione o ad ogni Protocollo considerato, che non hanno sottoposto notifiche secondo il capoverso b) precedente.

3. La proposta, l'adozione e l'entrata in vigore degli emendamenti agli Annessi alla presente Convenzione o ad ogni Protocollo relativo sono soggette ad una procedura analoga a quella utilizzata per la proposta l'adozione e l'entrata in vigore degli Annessi alla Convenzione o ad ogni protocollo relativo ad essa. Gli Annessi e gli emendamenti relativi terranno debitamente

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

conto, inter alia di considerazioni scientifiche e tecniche pertinenti.

4. Se un Annesso supplementare o un emendamento ad un Annesso rendono necessario un emendamento alla Convenzione o a qualsiasi Protocollo relativo ad essa, l'Annesso supplementare o l'Annesso modificato entreranno in vigore solo quando l'emendamento alla Convenzione o a qualsiasi Protocollo ad essa relativo sarà entrato in vigore.

Articolo 19
Verifica

Ogni Parte che ha motivo di ritenere che un'altra Parte trasgredisce o ha trasgredito gli obblighi derivanti dalle norme della presente Convenzione, può informarne il Segretariato ed in tal caso essa informerà, contestualmente ed immediatamente, direttamente o tramite il Segretariato, la Parte che è oggetto delle lamentele. Il Segretariato dovrebbe comunicare alle Parti tutte le informazioni pertinenti.

Articolo 20
Soluzione delle controversie

1. Se una controversia sorge tra le Parti in merito all'interpretazione, all'applicazione o all'osservanza della presente Convenzione o di ogni Protocollo relativo, tali Parti si sforzano di risolverla per via negoziale o con ogni altro mezzo pacifico di loro scelta.

2. Se le Parti in causa non possono risolvere la controversia con i mezzi di cui al paragrafo precedente, tale controversia qualora le Parti convengano in tal senso, sarà sottoposta alla Corte Internazionale di Giustizia o ad arbitrato secondo le condizioni determinate nell'Annesso VI relativo all'arbitrato. Tuttavia, se le Parti non riescono ad intendersi in vista di sottoporre la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia o ad arbitrato esse non saranno sollevate dalla loro responsabilità di continuare di sforzarsi di risolverla con i mezzi menzionati nel paragrafo 1.

3. Nel ratificare, accettare, approvare o confermare formalmente la presente Convenzione o aderirvi, o in ogni altro momento successivo, ogni Stato od ogni organizzazione d'integrazione politica o economica possono dichiarare che riconoscono come obbligatoria ipso facto e senza accordo particolare, per ogni Parte che accetta lo stesso obbligo, la presentazione della controversia:

a) alla Corte Internazionale di Giustizia e/o

b) ad arbitrato in conformità con le procedure stabilite all'Annesso VI. Tale dichiarazione deve essere notificata per iscritto al Segretariato che la comunicherà alle Parti.

Articolo 21
Firma

La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati, della Namibia rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Namibia e delle Organizzazioni d'integrazione politica o economica a Basilea il 22 marzo 1989, presso il Dipartimento Federale degli Affari Esteri della Svizzera a Berna dal 23 marzo al 30 giugno 1989, e presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York dal 1 luglio 1989 al 22 marzo 1990.

Articolo 22Ratifica, accettazione, conferma formale o approvazione

1. La presente Convenzione è sottoposta alla ratifica all'accettazione o all'approvazione degli Stati e della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, nonché alla conferma formale o all'approvazione delle organizzazioni d'integrazione politica o economica. Gli strumenti di ratifica, di accettazione formale o di approvazione saranno depositati presso il Depositario.

2. Ogni organizzazione di cui al paragrafo 1 di cui sopra che diviene Parte alla presente Convenzione e di cui nessun Stato membro è parte, è vincolata da tutti gli obblighi enunciati nella Convenzione. Quando uno o più Stati membri di una di tali Organizzazioni sono Parti alla Convenzione, l'Organizzazione ed i suoi Stati membri decidono di comune accordo le loro rispettive responsabilità per quanto riguarda l'adempimento dei loro obblighi in virtù della Convenzione. In questi casi, l'Organizzazione e gli Stati membri non sono abilitati ad esercitare contemporaneamente i diritti che derivano loro dalla Convenzione.

3. Nei loro strumenti di conferma formale o di approvazione, le Organizzazioni di cui al paragrafo 1 precedente indicano la portata delle loro competenze nei settori regolamentati dalla Convenzione. Queste Organizzazioni notificano altresì ogni importante modifica concernente la portata delle loro competenze al Depositario il quale ne informa le Parti.

Articolo 23Adesione

1. La presente Convenzione è aperta all'adesione degli Stati, della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia e dalle Organizzazioni di integrazione politica o economica a decorrere dalla data alla quale la Convenzione non è più aperta alla firma. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Depositario.

2. Nei loro strumenti di adesione le Organizzazioni di cui al paragrafo 1 precedente indicano la portata delle loro competenze nei settori regolati dalla Convenzione. Esse notificheranno altresì al Depositario ogni modifica importante della portata delle loro competenze.

3. Le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 22 si applicano alle Organizzazioni d'integrazione politica o economica che aderiscono alla presente Convenzione.

Articolo 24Diritto di voto

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

1. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 seguente, ciascuna Parte alla Convenzione dispone di un voto.

2. Le Organizzazioni d'integrazione politica o economica dispongono, in conformità con il paragrafo 3 dell'articolo 22 ed il paragrafo 2 dell'articolo 23, per esercitare il loro diritto di voto nei settori che dipendono dalla loro giurisdizione, di un numero di voti pari al numero dei loro Stati membri che sono Parti alla Convenzione o ai Protocolli pertinenti. Queste organizzazioni non esercitano il loro diritto di voto se i loro Stati membri esercitano il loro, e viceversa.

Articolo 25Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data del deposito del ventesimo strumento di ratifica, di accettazione, di conferma formale, di approvazione o di adesione.

2. Per ciascuno degli Stati o Organizzazione d'integrazione politica o economica che ratifica, accetta, approva o conferma formalmente la presente Convenzione o vi aderisce dopo la data del deposito del ventesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conferma formale o di adesione, la Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data del deposito da parte di detto Stato o di detta Organizzazione d'integrazione politica o economica, del suo strumento di ratifica di accettazione, di approvazione, di conferma formale o di adesione.

3. Ai fini dei paragrafi 1 e 2 precedenti nessuno degli strumenti depositati da una Organizzazione d'integrazione politica o economica deve essere considerata come uno strumento in aggiunta agli strumenti già depositati dagli Stati membri di detta Organizzazione.

Articolo 26Riserve e dichiarazioni

1. Nessuna riserva o deroga potrà essere apportata alla presente Convenzione.

2. Il paragrafo 1 del presente articolo non impedisce ad uno Stato o ad una Organizzazione d'integrazione politica o economica, quando firma, ratifica, accetta o approva o conferma formalmente la presente Convenzione o vi aderisce, di formulare dichiarazioni o esposti - quale che sia la denominazione data loro - al fine tra l'altro, di armonizzare le sue leggi ed i suoi regolamenti con le disposizioni della presente Convenzione, a patto che tali dichiarazioni o esposti non siano diretti ad annullare o a modificare gli effetti giuridici delle disposizioni della Convenzione nella loro applicazione a detto Stato.

Articolo 27Denuncia

1. Dopo lo scadere di un termine di tre anni a decorrere dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

di una Parte, detta Parte potrà in ogni tempo denunciare la convenzione per mezzo di notifica scritta data al depositario.

3. La denuncia avrà effetto un anno dopo il ricevimento della notifica da parte del Depositario oppure in ogni altra data successiva che potrà essere specificata nella notifica.

Articolo 28

Depositario

Il Segretario Generale dell'organizzazione delle Nazioni Unite sarà il depositario della presente Convenzione e di ogni Protocollo relativo.

Articolo 29

Testi facenti fede

I testi originali in lingua araba, cinese, francese inglese, russa e spagnola della presente Convenzione fanno ugualmente fede.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti a tal fine debitamente abilitati hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a BASILEA.....il 22.3.189.....millenovecentottantanove

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ANNESSE I

CATEGORIE DI RIFIUTI DA CONTROLLARE

Flusso di rifiuti

- Y1 Rifiuti clinici provenienti da cure mediche somministrate in ospedali, centri medici e cliniche
- Y2 Rifiuti derivanti dalla produzione e dalla preparazione di prodotti farmaceutici
- Y3 Rifiuti di farmaci e di prodotti farmaceutici
- Y4 Rifiuti derivanti dalla produzione, dalla preparazione e dall'utilizzazione di biocidi e di prodotti fito-farmaceutici
- Y5 Rifiuti derivanti dalla fabbricazione, dalla preparazione e dall'utilizzazione di prodotti di preservazione del legno.
- Y6 Rifiuti derivanti dalla produzione, dalla preparazione e dall'utilizzazione di solventi organici
- Y7 Rifiuti da trattamenti termici ed operazioni di tempra contenenti cianuro
- Y8 Rifiuti di clivi minerali inadatti all'uso inizialmente previsto
- Y9 Miscele ed emulsioni olio/acqua o idrocarburi/acqua
- Y10 Sostanze ed articoli contenenti o contaminati da difenili policlorurati (PCB), terfenili policlorurati (PCT) o difenili polibromurati (PBB)
- Y11 Residui catramosi di raffineria, di distillazione o di ogni trattamento di pirolisi
- Y12 Rifiuti derivanti alla produzione, dalla preparazione e dall'utilizzazione di inchiostri, di coloranti, di pigmenti, di vernici, di lacche o di smalti
- Y13 Rifiuti derivanti dalla produzione, dalla preparazione e dall'utilizzazione di resine, di lattice, di plastificanti, o di colle e di adesivi
- Y14 Rifiuti di sostanze chimiche non identificabili e/o nuove derivanti da attività di ricerca, di sviluppo o di insegnamento, ed i cui effetti sull'uomo e/o sull'ambiente non sono conosciuti
- Y15 Rifiuti di natura esplosiva non sottoposti ad una diversa legislazione
- Y16 Rifiuti derivanti dalla produzione, dalla preparazione, e dall'utilizzazione di prodotti e materiali fotografici
- Y17 Rifiuti di trattamenti in superficie di metalli e di materie plastiche
- Y18 Residui derivanti da operazioni di smaltimento dei rifiuti industriali.

Rifiuti aventi come componenti

- Y19 Metalli carbonili
- Y20 Berillio, componenti del berillio
- Y21 Composti del cromo esavalente
- Y22 Composti del rame
- Y23 Composti dello zinco

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- Y24 Arsenico, composti dell'arsenico
- Y25 Selenio, composti del selenio
- Y26 Cadmio, composti del cadmio
- Y27 Antimonio, composti dell'antimonio
- Y28 Tellurio, composti del tellurio
- Y29 Mercurio, composti del mercurio
- Y30 Tallio, composti del tallio
- Y31 Piombo, composti del piombo
- Y32 Composti inorganici del fluoro, ad esclusione del fluoruro di calcio.
- Y33 Cianuri inorganici
- Y34 Soluzioni acide o acide sotto forma solida
- Y35 Soluzioni basiche o basi sotto forma solida
- Y36 Amianto (polveri e fibre)
- Y37 Composti organici del fosforo
- Y38 Cianuri organici
- Y39 Acido fenico, composti del fenolo compresi i clorofenoli
- Y40 Eteri
- Y41 Solventi organici alogenati
- Y42 Solventi organici tranne i solventi alogenati
- Y43 Ogni prodotto della famiglia dei di-benzofuranni policlorurati
- Y44 Ogni prodotto della famiglia delle di-benzo-paradiossine policlorurate
- Y45 Composti organo-alogenati diversi dalle materie figuranti nel presente Annesso (ad esempio Y39, Y41, Y42, Y43, Y44)

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ANNESSE II

CATEGORIE DI RIFIUTI CHE NECESSITANO DI UN ESAME PARTICOLARE

- Y46 Rifiuti domestici raccolti
Y47 Residui provenienti dall'incineramento dei rifiuti domestici

ANNESSE III

LISTA DELLE CARATTERISTICHE DI PERICOLO

Classe ONU* Codice Caratteristiche

1 H1 Materie esplosive

Una materia o un rifiuto esplosivo è una materia (o un miscuglio di materie) solide o liquide che può, di per sé, per mezzo di reazione chimica, emettere gas ad una temperatura, ad una pressione e ad una velocità tali da causare danni all'ambiente.

3 H3 Materie infiammabili

I liquidi infiammabili sono i liquidi, miscele di liquidi, o liquidi contenenti solidi in soluzione o in sospensione (vernici, smalti, lacche ecc., ad esempio, ad esclusione tuttavia delle materie e rifiuti classificati altrove a causa delle loro caratteristiche pericolose, che emettono vapori infiammabili ad una temperatura non superiore 60,5 C in crogiuolo chiuso o 65, 6 C in crogiuolo aperto. (Poichè i risultati delle prove in crogiuolo aperto e delle prove in crogiuolo chiuso non sono strettamente paragonabili tra di loro e che anche i risultati di varie prove effettuate in base allo stesso metodo divergono spesso, i regolamenti che si scostassero dai dati di cui sopra per tener conto di tali divergenze, rimarrebbero conformi allo spirito di questa definizione).

4.1 H4.1 Materie solide infiammabili

I solidi o rifiuti solidi infiammabili sono le materie solide diverse da quelle classificate come esplosive e che in condizioni verificantisi durante il trasporto si infiammano facilmente oppure possono causare o favorire un incendio per effetto di attrito.

4.2 H4.2 Materie spontaneamente infiammabili

Materie o rifiuti suscettibili di scaldarsi spontaneamente in normali condizioni di trasporto, o di scaldarsi a contatto con l'aria e che possono in tal caso infiammarsi.

4.3 H4.3 Materie o rifiuti che, a contatto con l'aria emettono gas infiammabili

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Materie o rifiuti che, in reazione con l'acqua, possono infiammarsi spontaneamente o emettere gas infiammabili in quantità pericolose.

5.1 H5.1 Materie comburenti

Materie o rifiuti che senza essere sempre combustibili possono, generalmente rilasciando ossigeno, provocare o favorire la combustione di altre materie.

5.2. H5.2 Perossidi organici

Le materie organiche o rifiuti contenenti la struttura bivalente -O-O-sono materie termicamente instabili che possono subire una decomposizione auto-accelerata esotermica.

6.1 H6.1 Materie tossiche (acute)

Materie o rifiuti che, per ingestione, inalazione o penetrazione cutanea possono causare la morte o una lesione grave o nuocere alla salute dell'uomo.

6.2 H6.2 Materie infettive

Materie o rifiuti contenenti micro-organismi duraturi o loro tossine che causano notoriamente - o si hanno fondati motivi di ritenere che causino la malattia negli animali o nell'uomo.

8. H8 Materie corrosive

Materie o rifiuti che per mezzo di un'azione chimica causano danni gravi ai tessuti viventi che esse toccano, o che possono in caso di fuga, danneggiare seriamente o addirittura distruggere, le altre merci trasportate o i mezzi di trasporto e che possono anche comportare altri rischi.

9. H10 Materie che liberano gas tossici a contatto con l'aria o l'acqua

Materie o rifiuti che, reagendo con l'aria o l'acqua possono emettere gas tossici in quantità pericolose.

9 H11 Materie tossiche (effetti differiti o cronici)

Materie o rifiuti che, per via di inalazione, ingestione o penetrazione cutanea, possono dar luogo ad effetti differiti o cronici, o produrre il cancro.

9 H12 Materie ecotossiche

Materie o rifiuti i quali, se sono liberati, provocano o rischiano di provocare, per bio-accumulazione e/o effetti tossici sui sistemi biologici, impatti nocivi immediati o differiti sull'ambiente.

9 H13 Materie che possono dopo lo smaltimento dar luogo, con qualsiasi mezzo, ad un'altra sostanza, ad esempio un

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

prodotto di lisciviazione che possiede una delle caratteristiche enumerate in precedenza.

Prove

I pericoli che alcuni tipi di rifiuti possono presentare non sono ancora molto conosciuti; non esistono prove di valutazione quantitativa di tali pericoli. Sono necessarie ricerche più approfondite per elaborare gli strumenti per identificare i pericoli che tali tipi di rifiuti possono presentare per l'uomo o per l'ambiente. Prove standardizzate sono state messe a punto per sostanze e materie pure. Vari paesi membri hanno elaborato esperimenti nazionali che possono essere applicati alle materie destinate ad essere smaltite con le operazioni di cui all'Annesso Iv alla Convenzione in vista di decidere se queste materie presentano una qualsiasi delle caratteristiche enumerate nel presente Annesso.

* La presente numerazione corrisponde al sistema di classifica di pericolo adottato nelle Raccomandazioni delle Nazioni Unite per il trasporto delle merci pericolose (ST/SG/AC.10/1/Rev.5, Nazioni Unite, New York, 1988)

ANNESSO IV

A. OPERAZIONI DI SMALTIMENTO

A. OPERAZIONI CHE NON DANNO LUOGO A POSSIBILITA' DI RICUPERO, DI RICICLAGGIO, DI RIUTILIZZAZIONE, DI UN REIMPIEGO DIRETTO, O AD OGNI ALTRA UTILIZZAZIONE DEI RIFIUTI

La sezione A ricapitola tutte queste operazioni di smaltimento come sono effettuate in pratica.

- D1 Deposito nel suolo o sopra di esso (p.es. messa in discarico, ecc.)
- D2 Smaltimento in ambiente terrestre (p.es. bio-degradazione di rifiuti liquidi o di fanghi nel suolo ecc.)
- D3 Iniezione in profondità (p.es. rifiuti pompabili in pozzi, cupole di sale, o faglie geologiche naturali, ecc.)
- D4 Arginamento in superficie (p.es. riversamento di rifiuti liquidi o fangosi in pozzi, stagni o bacini, ecc.)
- D5 Messa in discarico sistemata in maniera particolare (ad esempio collocazione in cellule stagne separate, ricoperte ed isolate le une dalle altre e dall'ambiente ecc.)
- D6 Scarico in ambiente acquatico, tranne l'immersione in mare
- D7 Immersione in mare, compreso l'infossamento nel sotto-suolo marino
- D8 Gestione biologica non specificata altrove nel presente Annesso, risultante in composti o in miscele smaltite secondo uno dei processi enumerati alla sezione A
- D9 Gestione fisico-chimica non specificata altrove nel presente Annesso, risultante in composti o in miscele che sono smaltite secondo uno dei processi enumerati nella sezione A (ad esempio evaporazione, asciugatura, calcinazione, neutralizzazione precipitazione ecc.)
- D10 Incineramento a terra
- D11 Incineramento in mare
- D12 Immagazzinamento permanente (ad esempio deposito di contenitori in una miniera, ecc.)
- D13 Miscelazione o impastamento preliminare ad una delle

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

operazioni della sezione A

- D14 Reimballaggio preliminare ad una delle operazioni della Sezione A
- D15 Immagazzinamento preliminare ad una delle operazioni della sezione A

B. OPERAZIONI CHE POSSONO DAR LUOGO A POSSIBILITA' DI RICUPERO, DI RICICLAGGIO, DI RIUTILIZZAZIONE, DI RI-IMPIEGO DIRETTO, O OGNI ALTRA UTILIZZAZIONE DEI RIFIUTI

La sezione B ricapitola tutte le operazioni relative a materie che sono considerate o legalmente definite come rifiuti pericolosi e che avrebbero diversamente subito una delle operazioni enunciate alla Sezione A.

- R1 Utilizzazione come combustibile (diversamente che in incineramento diretto) o altro mezzo per produrre energia
- R2 Ricupero o rigenerazione dei solventi
- R3 Riciclaggio o ricupero di sostanze organiche non utilizzate come solventi
- R4 Riciclaggio o ricupero di metalli o di composti metallici
- R5 Riciclaggio o ricupero di altre materie inorganiche
- R6 Rigenerazione degli acidi o delle basi
- R7 Ricupero dei prodotti utilizzati per la riduzione degli inquinanti
- R8 Ricupero di prodotti provenienti da catalizzatori
- R9 Rigenerazione o altri riutilizzi degli olii usati
- R10 Spargimento a terra a beneficio dell'agricoltura o dell'ecologia
- R11 Utilizzazione di materiali residui ottenuti con una delle operazioni numerate da R1 a R10
- R12 Scambio di rifiuti in vista di sottoporli ad una delle operazioni numerate da R1 a R10
- R13 Accumulo in riserva di materiali al fine di sottoporli ad una delle operazioni di cui alla sezione B

ANNESSO V-A

1. Motivo dell'esportazione di rifiuti .
2. Esportatore di rifiuti 1/
3. Produttore(i) di rifiuti e luogo di produzione 1/
4. Smaltitore di rifiuti e luogo effettivo dello smaltimento 1/
5. Trasportatore(i) previsto(i) dei rifiuti o loro rappresentanti, se sono noti 1/
6. Paese di esportazione dei rifiuti
Autorità competente 2/
7. Paesi di transito previsti
Autorità competente 2/
8. Paese d'importazione dei rifiuti
Autorità competente 2/
9. Notifica generale o notifica unica
10. Data(e) prevista(e) della (e) spedizione, durata dell'esportazione dei rifiuti ed itinerario previsto (in particolare punti di entrata e di uscita) 3/
11. Mezzo(i) di trasporto previsto(i) (strada, ferrovia, mare, aria, vie di navigazione interna ecc.)
12. Informazioni relative all'assicurazione 4/
13. Denominazione e descrizione fisica dei rifiuti, compreso il numero Y ed il numero ONU, composizione di questi ultimi 5/ ed informazioni su ogni particolare disposizione relativa alla manipolazione, in particolare provvedimenti di emergenza da adottare in caso di incidente)
14. Tipo d'imballaggio previsto (p.es. alla rinfusa, in barili, in cisterne)
15. Quantita' stimata in peso/volume 6/
16. Processo che dà luogo ai rifiuti 7/
17. Per i rifiuti enumerati all'Annesso I, classificazione dell'Annesso III, caratteristiche di pericolo, numero B, classificazione ONU
18. Modalità di smaltimento secondo l'Annesso IV
19. Dichiarazione del produttore e dell'esportatore certificante l'esattezza delle informazioni
20. Informazioni (compresa la descrizione tecnica dell'installazione) comunicate all'esportatore dal produttore dallo smaltitore dei rifiuti e sulle quali quest'ultimo si è

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

basato per stimare che non vi è alcun motivo di ritenere che i rifiuti non saranno gestiti in base a metodi ecologicamente razionali in conformità con le leggi ed i regolamenti dell'importatore.

21. Informazioni relative al contratto stipulato tra l'esportatore e lo smaltitore.

Note

- 1/ Nome ed indirizzo completi, numeri di telefono, di telex o di telefax, nonché nome, indirizzo e n° telefonico, di telex, o di telefax della persona da contattare.
- 2/ Nome ed indirizzo completo, numeri di telefono, di telex o di telefax
- 3/ In caso di notifica generale che copre varie spedizioni indicare sia le date previste per ciascun trasporto, sia, se queste non sono note, la frequenza prevista dei trasporti.
- 4/ Informazioni da fornire sulle disposizioni pertinenti relative all'assicurazione ed su come esse sono attuate dall'esportatore, dal trasportatore e dallo smaltitore.
- 5/ Indicare la natura e la concentrazione dei composti più pericolosi dal punto di vista della tossicità e degli altri pericoli presentati dai rifiuti sia per la manipolazione che per le modalità di smaltimento previste.
- 6/ In caso di notifica generale che include più spedizioni, indicare sia il quantitativo totale valutato sia i quantitativi valutati per ciascuna di queste spedizioni.
- 7/ Qualora questa informazione sia necessaria per valutare i rischi e determinare la validità dell'operazione di smaltimento proposta.

ANNESSO V-B

INFORMAZIONI DA FORNIRE NEL DOCUMENTO DEL MOVIMENTO

1. Esportatore dei rifiuti 1/
2. Produttore (i) dei rifiuti e luogo di produzione 1/
3. Smaltitore dei rifiuti e luogo effettivo dello smaltimento 1/
4. Trasportatore(i) dei rifiuti 1/ o suo(suoi) rappresentanti
5. Soggetto a notifica generale o a notifica unica
6. Data dell'inizio del movimento transfrontaliero e data(e) e firma della ricezione di ciascuna persona che prende a carico i rifiuti.
7. Mezzo di trasporto (strada, ferrovia, via di navigazione interna, mare aerea) compresi i paesi di esportazione, di transito e di importazione nonché i punti di entrata e di uscita se sono noti
8. Descrizione generale dei rifiuti (condizione fisica, denominazione esatta e classe di spedizione ONU, numero ONU, numero Y e numero H se del caso).
9. Informazioni sulle disposizioni specifiche relative alla manipolazione comprese le misure di emergenza in caso di incidente
10. Tipo e numero di colli
11. Quantità in peso/volume
12. Dichiarazione del produttore o dell'esportatore certificante l'esattezza delle informazioni
13. Dichiarazione del produttore o dell'esportatore certificante l'assenza di obiezioni da parte delle autorità competenti di tutti gli Stati interessati che sono Parti.
14. Attestato di ricevimento dello smaltitore nell'impianto di smaltimento designato e/o indicazione del metodo di smaltimento e della data approssimativa di smaltimento.

Note

Le informazioni da fornire nel documento dovrebbero ogni qualvolta ciò sia possibile, essere raggruppate in un solo ed unico documento insieme a quelle prescritte dalla regolamentazione dei trasporti. In caso di impossibilità queste informazioni dovrebbero completarsi e non ripetere quelle richieste dalla regolamentazione dei trasporti. Il documento di movimento conterrà istruzioni per quanto riguarda la persona abilitata a fornire informazioni ed a riempire i formulari.

1/ Nome ed indirizzo completi, numeri di telefono, di telex o di telefax, nonché nome, indirizzo e numero di telefono, di telex o di telefax della persona da contattare in caso di urgenza

ANNESSO VI

ARBITRATOArticolo primo

Salvo disposizioni contrarie dell'accordo previsto all'articolo 20 della Convenzione, la procedura di arbitrato è svolta in conformità con le disposizioni degli articoli da 2 a 10 in appresso.

Articolo 2

La Parte richiedente notifica al Segretariato che le Parti hanno deciso di comune accordo di sottoporre la controversia ad arbitrato in conformità con il paragrafo 2 od il paragrafo 3 dell'articolo 20 della Convenzione, indicando in particolare gli articoli della Convenzione la cui interpretazione o applicazione sono in causa. Il Segretariato comunica le informazioni così ricevute a tutte le Parti alla Convenzione.

Articolo 3

Il Tribunale arbitrale è composto da tre membri. Ciascuna delle Parti alla controversia nomina un arbitro ed i due arbitri così designati nominano di comune accordo il terzo arbitro, il quale assume la presidenza del Tribunale. Quest'ultimo non deve essere cittadino di una delle Parti alla controversia né avere la sua residenza abituale sul territorio di una di queste Parti, né essere al servizio di una di esse, né essersi in precedenza occupato del caso sotto qualsivoglia aspetto.

Articolo 4

1. Se entro due mesi dopo la nomina del secondo arbitro, il Presidente del Tribunale arbitrale non è stato designato, il Segretario Generale della Organizzazione delle Nazioni Unite procede a richiesta di una delle due Parti alla sua designazione entro un nuovo termine di due mesi.

2. Se, entro un termine di due mesi dopo il ricevimento della richiesta, una delle Parti alla controversia non procede alla nomina di un arbitro, l'altra Parte alla controversia può investire il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, il quale nomina il Presidente del Tribunale Arbitrale entro un nuovo termine di due mesi. Alla sua nomina il Presidente del Tribunale Arbitrale domanda alla Parte che non ha designato un arbitro di provvedere a tale nomina entro un termine di due mesi. Allo scadere di questo termine, esso investe il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite il quale procede a tale nomina entro un nuovo termine di due mesi.

Articolo 5

1. Il Tribunale pronuncia la sua sentenza conformemente con il diritto internazionale e con le disposizioni della presente Convenzione.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Ogni Tribunale arbitrale costituito ai sensi del presente Annesso stabilisce le sue regole di procedura.

Articolo 6

1. Le decisioni del Tribunale arbitrale concernenti sia la procedura che il merito sono prese a maggioranza di voti dei suoi membri.

2. Il Tribunale può adottare ogni misura appropriata al fine di stabilire i fatti. Può, a richiesta di una delle Parti, raccomandare i provvedimenti cautelari indispensabili.

3. Le Parti alla controversia forniranno ogni agevolazione necessaria ai fini di uno svolgimento corretto della procedura.

4. L'assenza o la mancanza di una Parte alla controversia non pregiudica la procedura.

Articolo 7

Il Tribunale può giudicare e decidere in merito a contro-ricorsi direttamente attinenti all'oggetto della controversia.

Articolo 8

A meno che il Tribunale d'Arbitrato non decida diversamente a causa di particolari circostanze della fattispecie, le spese di tribunale comprese gli emolumenti dei suoi membri, saranno prese a carico a parti uguali dalle Parti alla controversia. Il Tribunale conserva un estratto di tutte le spese e ne fornisce un resconto finale alle Parti.

Articolo 9

Ogni Parte la quale abbia in relazione all'oggetto della controversia, un interesse di natura giuridica che potrebbe essere pregiudicato dalla decisione, può intervenire nella procedura con il consenso del Tribunale.

Articolo 10

1. Il Tribunale pronuncia la sentenza entro cinque mesi a decorrere dalla data alla quale è istituito, a meno che non ritenga necessario prolungare tale termine per un periodo che non dovrebbe superare cinque mesi.

2. La sentenza del Tribunale arbitrale è motivata. Essa è definitiva ed obbligatoria per le Parti alla controversia.

3. Ogni controversia che potrebbe sorgere tra le Parti concernente l'interpretazione o l'esecuzione della sentenza può essere sottoposta da una delle due Parti al Tribunale Arbitrale che l'ha pronunciata oppure, se quest'ultimo non può esserne adito, ad un altro tribunale costituito a tal fine nella stessa maniera del primo.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Atto finale della Conferenza di plenipotenziari sulla Convenzione Mondiale sul controllo dei movimenti transfrontalieri dei rifiuti pericolosi e del loro smaltimento

Basilea, 20-22 marzo 1989

1. La Conferenza di Plenipotenziari sulla Convenzione Mondiale sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi è stata convocata dal Direttore Esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'Ambiente (UNEP) in conformità con la decisione 14/30 adottata dal Consiglio di Amministrazione dell'UNEP il 17 giugno 1987.

2. La Conferenza si è riunita dal 20 al 22 marzo 1989 presso il Centro Europeo di Commercio mondiale e di Congressi di Basilea, con la cortese partecipazione del Governo della Confederazione Elvetica.

3. Tutti gli Stati erano invitati a partecipare alla Conferenza.

Hanno accettato l'invito e partecipato alla Conferenza:

Afghanistan, Albania, Algeria, Angola, Arabia Saudita, Argentina, Australia, Austria, Bahrein, Bangladesh, Belgio, Benin, Bolivia, Brasile, Brunei Darussalam, Bulgaria, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cecoslovacchia, Capo Verde, Cile, Cina, Cipro, Colombia, Comore, Congo, Costa d'Avorio, Cuba, Danimarca, Djibouti, Emirati Arabi Uniti, Egitto, Ecuador, Etiopia, Finlandia, Francia, Filippine, Germania (Repubblica Federale di), Gambia, Ghana, Grecia, Guatemala, Guinea, Haiti, India, Indonesia, Iraq, Irlanda, Israele, Italia, Jugoslavia, Jamahiriya araba libica, Gabon, Giordania, Kenya, Kuwait, Libano, Liechtenstein, Lussemburgo, Madagascar, Malesia, Malawi, Maldive, Mali, Malta, Marocco, Mauritania, Messico, Mongolia, Mozambico, Niger, Nigeria, Norvegia, Pakistan, Panama, Paesi Bassi, Peru, Portogallo, Repubblica Araba di Siria, Repubblica Araba dello Yemen, Repubblica Centro-africana, Repubblica Democratica tedesca, Repubblica Popolare Democratica di Corea, Repubblica Unita di Tanzania, Romania, Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, Rwanda, Samoa, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, Somalia, Sri Lanka, Svezia, Svizzera, Swaziland, Spagna, Stati Uniti d'America, Thailandia, Togo, Tunisia, Turchia, Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche, Uganda, Ungheria, Uruguay, Venezuela, Viet-nam, Yemen democratico, Zaire, Zambia, Zimbabwe.

4. La Comunità economica europea ha altresì partecipato alla Conferenza.

5. Hanno partecipato ai lavori della Conferenza osservatori della Polonia e della Santa Sede.

6. Hanno altresì assistito alla riunione osservatori degli Organismi e delle Istituzioni specializzate del sistema delle Nazioni Unite, nonché le Organizzazioni intergovernative e non governative in appresso:

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Conferenza delle Nazioni Unite per il commercio e lo sviluppo (UNCTAD), Programma delle Nazioni Unite per lo sviluppo (UNDP), ONU/Commissione Economica per l'Europa (ECE), Centro delle Nazioni Unite per gli insediamenti umani (UNCHS/Habitat), Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO), Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la cultura (UNESCO), Organizzazione mondiale della Sanità (OMS), Banca Mondiale, Organizzazione Meteorologica mondiale (OMM), Organizzazione marittima internazionale (IMO), Organizzazione delle Nazioni Unite per lo sviluppo industriale (UNIDO), Agenzia internazionale dell'energia atomica (AIEA), Accordo generale sulle tariffe doganali ed il commercio (GATT), Consiglio dei Ministri della Comunità Europea, Consiglio delle Comunità Europee (CEE), Consiglio d'Europa, Ufficio Centrale dei trasporti Internazionali Ferroviari (OCTI), Organizzazione dell'Unità Africana (OAU), Organizzazione di cooperazione e di sviluppo economico (OCSE), Comitato consultivo giuridico asiatico ed africano (AALCC), Comitato consultivo sull'inquinamento dei mari (ACOPS), Associazione dei fabbricanti di prodotti chimici, Consiglio europeo delle Federazioni dell'industria chimica (CEFIC), Centro di collegamento per l'ambiente (ELC), Greenpeace internazionale, Federazione internazionale delle agenzie di Ispezione (IFIA) Federazione Internazionale delle Associazioni di fabbricanti di prodotti farmaceutici (IFPMA), Unione Internazionale dei Trasportatori Stradali (IRU), Consiglio Internazionale di Diritto Ambientale (IQEL), Associazione Internazionale di medicina e di biologia dell'Ambiente (IAMBE), Organizzazione Internazionale delle Unioni di consumatori (IOCU), Unione Internazionale per la Conservazione della Natura e delle sue Risorse (IUCN), Consiglio di difesa delle risorse naturali (NRDC), Agenzie Svizzere per l'Aiuto allo Sviluppo e Fondo Mondiale per la natura (WWF).

7. La Conferenza è stata ufficialmente inaugurata dal Dr. Mustafa K. Tolba, Direttore Esecutivo dell'UNEP. Nel corso della cerimonia inaugurale, sono stati pronunciati discorsi di benvenuto del Consigliere Eugen Keller, membro del Governo del Cantone di Basilea il quale ha preso la parola a nome del Governo del Cantone di Basilea, nonché dal Consigliere federale Sig. Flavio Cotti, Direttore del Dipartimento Federale dell'Interno, incaricato dei problemi dell'ambiente a nome del Governo svizzero. Il Dr. Mustafa K. Tolba ha anche pronunciato un discorso.

8. Il Dr. Mustafa K. Tolba ha assunto l'incarico di Segretario generale della Conferenza e la D.ssa Iwona Rummel-Bulska (UNEP) quelle di Segretario Esecutivo.

9. La Conferenza ha eletto all'unanimità il Dr. F. Cotti (Svizzera) come Presidente.

10. La Conferenza ha altresì il suo Bureau come segue:

Vice-Presidenti:	M.K.J. Banny (Costa d'Avorio)
	L. Marothy (Ungheria)
	A. Taylhardal (Venezuela)
Relatore:	F. Factoran, Jr. (Filippine)

11. La Conferenza ha adottato il seguente ordine del giorno:

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

1. Apertura della Conferenza
2. Organizzazione dei lavori
 - a) Adozione del Regolamento interno;
 - b) Elezione del Presidente;
 - c) Elezione dei Vice-Presidenti e del Relatore;
 - d) Approvazione dell'ordine del giorno;
 - e) Nomina dei membri della Commissione di verifica dei poteri;
 - f) Nomina dei membri del Comitato di redazione;
 - g) Organizzazione dei lavori della Conferenza.
3. Esame della sesta versione riveduta del progetto di Convenzione sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi.
4. Rapporto della Commissione di verifica dei poteri.
5. Adozione della Convenzione mondiale sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi.
6. Adozione dell'Atto finale della Conferenza.
7. Firma degli strumenti finali.
8. Fine della Conferenza.

12. La conferenza ha adottato come regolamento interno il documento UNEP/IG.80/2 proposto dal Segretariato, così come emendato (UNEP/IG.80/2/Corr.1)

13. In conformità con il regolamento interno, la Conferenza ha istituito i seguenti Comitati:

Comitato plerario

Presidente: Il Presidente della Conferenza

Membri: I Vice-Presidenti della Conferenza, il Relatore, il Presidente del Comitato di redazione ed i Presidenti di ciascuno dei cinque gruppi regionali,
N.N.Koné (Mali)
E.Nijples (Paesi Bassi)
N.N. Dyulquerov (Bulgaria)
J.C. Lupinacci (Uruguay)
Lin Yincai (Cina)

Comitato di redazione:

Presidente: P.S.Rao (India)

Membri: M.P.F.Smith (Australia)
A. Zakharov (URSS)
S.Igwe (Nigeria)
A. Szekely (Messico)
P. Vagogne (Francia)

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Commissione di verifica
dei poteri:

K. Mutuale (Zaire)
W. Hoffmann (Repubblica Federale di
Germania)
P. Dietze (Repubblica Democratica
tedesca)
L. Baqueriz (Argentina)
M.N. Hassan (Malesia)

14. Il documento principale che ha servito di base alle delibere della Conferenza era il progetto di Convenzione sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi ed il loro smaltimento (UNEP/IG.80/L.4, UNEP/IG.80/L.4/Add. 1-5).

15. Inoltre, alla Conferenza sono stati presentati vari altri documenti che il Segretariato dell'Unep aveva posto a sua disposizione.

16. La Conferenza ha approvato la raccomandazione della sua Commissione di verifica dei poteri affinché le credenziali dei rappresentanti degli Stati Partecipanti enumerati al paragrafo 3 fossero riconosciute come essendo in buona e debita forma.

17. In base alle delibere del Comitato plenario, la Conferenza ha adottato il 22 marzo 1989 la Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento. La Convenzione sarà aperta alla firma a Basilea il 22 marzo 1989, presso il Ministero Federale degli Affari Esteri della Svizzera a Berna dal 23 marzo 1989 al 30 giugno 1989 e presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York dal 1 luglio 1989 al 22 marzo 1990.

18. La Conferenza ha altresì adottato delle Risoluzioni il cui testo è allegato al presente Atto Finale.

19. All'atto dell'adozione dell'Atto Finale, vari Stati hanno formulato dichiarazioni il cui testo sarà allegato al presente Atto Finale.

IN FEDE DI CHE i rappresentanti hanno firmato il presente Atto finale.

Fatto a Basilea il ventidue marzo millenovecento ottantanove in un solo esemplare originale in lingua araba, cinese, francese, inglese, spagnola e russa i testi nelle sei lingue facenti ugualmente fede.

Il testo originale sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Risoluzione 1

Creazione di un Gruppo di Lavoro Speciale incaricato di esaminare la necessità di istituire meccanismi per l'attuazione della Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento.

La Conferenza.

Invita il Direttore Esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (UNEP) ad istituire un Gruppo speciale di esperti tecnici e giuridici incaricati di esaminare la necessità di istituire dei meccanismi per l'attuazione di tale Convenzione così come prevista al paragrafo 4 e) dell'articolo 15 della Convenzione.

Adottata il 21 Marzo 1989

Risoluzione 2

Relazioni tra la Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento e la Convenzione di Londra sull'immersione.

La Conferenza.

Notando che lo smaltimento dei rifiuti in mare è oggetto di norme della Convenzione sulla prevenzione dell'inquinamento dell'ambiente marino per mezzo dell'immersione dei rifiuti e di altre sostanze (Convenzione di Londra sull'immersione, 1972).

Notando altresì che la Convenzione vieta tra l'altro l'immersione di taluni rifiuti e d'altra parte richiede alle Parti di trasmettere informazioni sulla natura ed i quantitativi di tutte le sostanze la cui immersione è autorizzata, nonché il luogo, la data ed il metodo d'immersione.

Notando d'altra parte che occorre riesaminare questa Convenzione, in considerazione della Convenzione sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento, per prevedere di modificarla, se del caso;

1. Invita il Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (UNEP) ad attirare l'attenzione degli Stati Parti della Convenzione di Londra sull'immersione e del Segretario Generale dell'Organizzazione marittima internazionale (IMO) sulla necessità di riesaminare le regole, regolamenti e prassi esistenti per quanto concerne l'immersione dei rifiuti pericolosi e di altri rifiuti in mare, in considerazione della Convenzione sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento al fine di raccomandare tutti i provvedimenti aggiuntivi necessari nell'ambito della Convenzione di Londra sull'immersione, compresi i suoi annessi al fine di controllare ed impedire l'immersione di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti in mare.

2. Invita il Direttore esecutivo dell'UNEP a rendere conto dei risultati dell'esame e delle raccomandazioni menzionate precedentemente al paragrafo 1 nella prima riunione delle Parti alla Convenzione sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento.

Adottata il 21 marzo 1989

Risoluzione 3ResponsabilitàLa Conferenza.

Riconoscendo la necessità di elaborare il più rapidamente possibile regole relative alla responsabilità ed all'indennizzo in caso di danni derivanti da un movimento transfrontaliero e dallo smaltimento di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti;

Prega il Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (UNEP) di:

- a) creare, in attesa che le Parti nella loro prima riunione decidano sul modo di applicare l'articolo 12 della Convenzione, un Gruppo speciale di lavoro costituito da esperti giuridici e tecnici incaricati di mettere a punto gli elementi che potrebbero figurare in un Protocollo sulla responsabilità e sull'indennizzo in caso di danni derivanti dal movimento transfrontaliero e dallo smaltimento di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti;
- b) di rendere conto dei risultati dei lavori di tale gruppo nella riunione delle Parti.

RISOLUZIONE 4

Responsabilità degli Stati relativa all'applicazione della Convenzione sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento.

La Conferenza

Richiamando la Risoluzione 43/212 adottata il 20 di cembre 1988 dall'Assemblea generale sulla responsabilità degli Stati per la difesa dell'ambiente e la prevenzione del movimento internazionale illegale, del riversamento e dell'accumulo così causato di prodotti e di rifiuti tossici pericolosi particolarmente dannosi per i paesi in via di sviluppo;

Richiamando altresì la Risoluzione 42/1183 adottata l'11 dicembre 1987 dall'Assemblea generale sul movimento dei prodotti e dei rifiuti tossici e pericolosi, nonché le risoluzioni 1988/70, relativa ai movimenti dei prodotti e dei rifiuti tossici e pericolosi e 1988/71 relativa alla Convenzione Mondiale sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi adottati il 28 luglio 1988 dal Consiglio economico e sociale,

Richiamando d'altra parte la risoluzione relativa all'immersione ed all'incineramento di rifiuti tossici e pericolosi nella regione dei Caraibi adottata in ottobre 1987 dalla quarta riunione intergovernativa sul Piano d'azione dei Caraibi, la Risoluzione CM/Res. 1153 (XLVIII) adottata nel maggio 1988 dal Consiglio dei Ministri dell'Organizzazione dell'unità africana sul riversamento dei rifiuti nucleari ed industriali in Africa, nonché il documento finale della prima riunione degli Stati della zona di pace e di cooperazione dell'Atlantico sud adottato in luglio 1988 ed in cui i delegati degli Stati hanno vivamente condannato il trasferimento in tale regione di rifiuti pericolosi provenienti da altre Parti del mondo,

Richiamando altresì la risoluzione adottata il 21 dicembre 1988 dal Consiglio delle Comunità Europee (OJ/C9/12 gennaio 1989) relativa ai movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi verso paesi terzi, la risoluzione V(89)1 (Finale) adottata in gennaio 1989 dal Consiglio dell'Organizzazione di Cooperazione e di Sviluppo economici sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi nonché la Dichiarazione adottata in marzo 1989 dal Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa sul controllo e la regolamentazione dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi,

Considerando la decisione 14/30 adottata il 17 giugno 1987 dal Consiglio di amministrazione del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (UNEP) con cui il Consiglio di Amministrazione approvava le Linee direttive ed i Principi del Cairo relativi alla gestione razionale dal punto di vista ecologico dei rifiuti pericolosi ed autorizzava il Direttore esecutivo dell'UNEP a convocare un gruppo di lavoro costituito da esperti giuridici e tecnici incaricato di elaborare una Convenzione mondiale sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi, nella prospettiva dell'adozione della Convenzione da parte dei Governi all'inizio del 1989,

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Profondamente preoccupata per il fatto che una parte dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e di altri rifiuti sia avvenuta in violazione delle legislazioni nazionali esistenti e degli strumenti giuridici internazionali pertinenti nonché delle linee direttive e dei principi concordati a livello internazionale, a repentaglio dell'ambiente e della salute pubblica di tutti i paesi in particolare i paesi in via di sviluppo,

Convinta che tali problemi potranno essere risolti solo da un cooperazione soddisfacente tra i membri della Comunità internazionale;

Consapevole della immediata necessità di controllare i movimenti transfrontalieri e lo smaltimento dei rifiuti pericolosi,

Esprimendo l'auspicio che le disposizioni della Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e sul loro smaltimento entrino in vigore il prima possibile,

Avendo adottato la Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento,

Notando con soddisfazione che la Convenzione è stata aperta alla firma il 22 marzo 1989 a Basilea,

Considerando che fino alla sua entrata in vigore i movimenti di rifiuti pericolosi possono causare gravi danni per la salute dell'uomo e l'ambiente,

1. Chiede a tutti gli Stati, compresi quelli che non hanno partecipato alla presente Conferenza, di firmare la Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento e di divenirne Parte e di applicarne le disposizioni il prima possibile,

2. Sollecita tutti gli Stati a sviluppare senza indugio la cooperazione nei settori critici che rientrano nella portata della Convenzione,

3. Sollecita tutti gli Stati a cooperare per mettere a punto tecniche volte ad eliminare la produzione di rifiuti pericolosi,

4. Esige che, fino all'entrata in vigore della Convenzione ed all'elaborazione di adeguati criteri, tutti gli Stati si astengano dallo svolgere attività incompatibili con gli scopi e gli obiettivi della Convenzione,

5. Prega il Direttore esecutivo dell'UNEP di trasmettere la presente Risoluzione al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e di comunicarla a tutti gli Stati ed alle organizzazioni d'integrazione politica o economica

Risoluzione 5

Armonizzazione delle procedure della Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del Codice di prassi per le transazioni internazionali vertenti sulle scorie nucleari

La Conferenza.

Tenendo conto della Risoluzione CM/RES.1153 (XLVIII) sul riversamento di scorie nucleari e di rifiuti industriali in Africa adottata dall'Organizzazione dell'unità africana in maggio 1988,

Riconoscendo la necessità di armonizzare le procedure previste dalla presente Convenzione e dal Codice di prassi internazionalmente concordate per le transazioni internazionali relative alle scorie nucleari, in corso di elaborazione presso l'Agenzia internazionale dell'energia atomica (AIEA), in conformità con la risoluzione GC (XXXII)/Ris/490 del settembre 1988,

Prega il Direttore esecutivo dell'UNEP di sottoporre tale questione all'attenzione del Consiglio di amministrazione e del Direttore Generale dell'AIEA per fare in modo che le disposizioni della presente Convenzione siano interamente prese in considerazione dall'AIEA nell'elaborare le procedure che disciplinano le transazioni internazionali relative alle scorie nucleari.

Adottata il 22 marzo 1989

Risoluzione 6:Intese istituzionali e finanziarieLa Conferenza.

Avendo adottato il 22 marzo 89 a Basilea la Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento,

Consapevole dei rischi per la salute umana e l'ambiente presentati dalle esportazioni irregolari ed illecite, nonché dallo smaltimento dei rifiuti pericolosi,

Convinta della necessità d'intensificare la cooperazione internazionale al fine di applicare immediatamente le disposizioni della Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento adottata a Basilea il venti-due marzo 1989,

Ricordando che il segretariato della Convenzione costituisce uno degli strumenti di tale cooperazione internazionale,

Ricordando che in applicazione dell'articolo 16 della Convenzione il Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (UNEP) è incaricato di svolgere le funzioni di segretariato provvisorio in attesa della fine della prima riunione ordinaria della Conferenza delle Parti che avrà luogo in conformità con l'articolo 15 della Convenzione,

Ricordando inoltre che spetta alla Conferenza delle Parti contraenti, nella sua prima riunione, di decidere in merito alle intese relative al Segretariato della Convenzione ed al suo finanziamento,

1. Prende atto delle valutazioni di bilancio preliminari per il Segretariato interinale così come presentate dall'UNEP;

2. Nota altresì che il Direttore esecutivo dell'UNEP è disposto a finanziare i costi del Segretariato interinale per i suoi primi due anni di funzionamento sotto riserva di risorse disponibili nel Fondo per l'ambiente;

3. Invita tutti i firmatari della Convenzione e tutte le Parti a fornire al Direttore esecutivo su base volontaria i fondi supplementari necessari al funzionamento del Segretariato interinale previsto all'articolo 16 della Convenzione;

4. Chiede al Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente di adottare i necessari provvedimenti affinché il Segretariato interinale della Convenzione possa iniziare le sue attività il prima possibile dopo l'adozione della Convenzione.

RISOLUZIONE 7

Cooperazione tra l'organizzazione marittima internazionale ed il Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente per l'esame delle regole, regolamenti e pratiche esistenti per quanto concerne il trasporto dei rifiuti pericolosi via mare

La Conferenza

Riconoscendo le responsabilità degli Stati costieri per quanto riguarda la protezione e la salvaguardia dell'ambiente,

Tenendo conto delle Convenzioni e degli Accordi internazionali esistenti in materia di protezione dell'ambiente marino,

Notando d'altra parte che un certo numero di accordi internazionali e regionali vertevano sulla questione della protezione e della salvaguardia dell'ambiente in caso di trasporto di rifiuti pericolosi,

In conformità con le disposizioni pertinenti della Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento,

1. Invita il Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (UNEP) ed il Segretario Generale dell'Organizzazione marittima internazionale (IMO) in consultazione, se del caso, con altre organizzazioni internazionali competenti, ad esaminare le regole, regolamenti e prassi esistenti per quanto riguarda il trasporto dei rifiuti pericolosi via mare, in considerazione della Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento in vista di raccomandare ogni misura addizionale necessaria, ivi compresa l'informazione, la documentazione ed altre misure cautelari al fine di aiutare gli Stati costieri, gli Stati di bandiera e gli Stati del porto ad adempiere alle loro responsabilità per quanto concerne la protezione e la salvaguardia dell'ambiente marino;

2. Invita il Direttore esecutivo dell'UNEP a rendere conto dei risultati dell'esame e delle raccomandazioni summenzionate al paragrafo 1. nella prima riunione delle Parti alla Convenzione sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento.

Adottata il 22 marzo 1989

RISOLUZIONE 8

Creazione di un Gruppo di lavoro tecnico incaricato di elaborare direttive tecniche per la gestione razionale dal punto di vista ecologico dei rifiuti di cui alla Convenzione sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento.

La Conferenza.

Avendo adottato la Convenzione di Basilea sul controllo dei movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e del loro smaltimento,

Consapevole della necessità di ridurre al minimo i danni che i movimenti transfrontalieri e lo smaltimento dei rifiuti pericolosi rischiano di causare alla salute dell'uomo ed all'ambiente,

Convinta della necessità di elaborare direttive tecniche per agevolare l'attuazione della Convenzione, in considerazione dei lavori delle Organizzazioni internazionali competenti,

Considerando che è importante esaminare le conseguenze scientifiche, tecniche e finanziarie dell'attuazione delle direttive: in particolare nei paesi in via di sviluppo,

Chiede al Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'Ambiente di creare un Gruppo di lavoro tecnico incaricato di elaborare un progetto di direttive tecniche (compresa la determinazione del costo delle varie operazioni di smaltimento) per la gestione ecologica dal punto di vista razionale dei rifiuti di cui alla presente Convenzione, che dovranno essere esaminati dalle Parti nella loro prima riunione ed ulteriormente adottate.

Adottata il 22 marzo 1989

Risoluzione 9Messaggio di ringraziamento al Governo della SvizzeraLa Conferenza.

Riunitasi a Basilea dal 20 al 22 marzo 1989 dietro cortese invito del Governo della Svizzera,

Convinta che gli sforzi spiegati dal Governo della Svizzera e dalle Autorità del Cantone di Basilea per mettere a disposizione le installazioni, i locali e gli altri mezzi necessari, hanno considerevolmente contribuito allo svolgimento armonioso di tali lavori,

Profondamente riconoscente per la cortesia e l'ospitalità manifestate dal Governo della Svizzera e dal Cantone di Basilea nei confronti dei membri delle Delegazioni, degli osservatori e dei membri del Segretariato che hanno partecipato alla Conferenza,

Esprime il suo sincero ringraziamento al Governo della Svizzera, alle Autorità di Basilea, e per il loro tramite, al popolo svizzero, per la calorosa accoglienza riservata alla Conferenza ed a tutte le persone che hanno partecipato ai suoi lavori nonché per gli sforzi spiegati al fine di assicurare il successo della conferenza.

Adottata il 22 marzo 1989